

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE... 4 fr.
 PÓLROCZNIE... 7 fr.
 ROCZNIE... 12 fr.

Zagranicą:

PÓLROCZNIE... 8 fr.
 ROCZNIE... 15 fr.

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS... 4 fr.
 SIX MOIS... 7 fr.
 UN AN... 12 fr.

Étranger:

SIX MOIS... 8 fr.
 UN AN... 15 fr.

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 10, rue Notre-Dame-de-Lorette, 10, PARIS — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Ce qui nous effraie

L'autonomie d'imposture, dont les Austro-Allemands veulent nous doter, ne saurait tromper notre vigilance.

Les affameurs de la Pologne, ayant réquisitionné notre blé, notre fer, notre charbon, notre pétrole; nos richesses jusqu'à notre plus modeste avoir, cherchent aujourd'hui à réquisitionner notre sang. Le besoin de chair à canon les pousse à donner, au crime de conscription forcée de la population d'un pays envahi, l'apparence de la libération de ce pays.

La Pologne supportera encore cette nouvelle épreuve, elle en supportera certainement bien d'autres. Son âme, aguerrie par le fer et par le feu, continuera de revendiquer l'unification de ses terres et ne se contentera jamais d'un nouvel asservissement sous les apparences du régime constitutionnel.

Varsovie ne tressaillira pas, elle ne cessera de tourner ses yeux vers la Quadruple Entente, vers ceux qui ont déployé l'étendard de la liberté des nations et elle ne cessera de croire que son sort de demain sera décidé par l'accord commun de tous les Alliés.

A cette heure grave, nous n'avons aucun doute, aucune crainte, — nous sommes sûrs de nous et des millions de nos compatriotes.

Mais ce qui nous épouvante aujourd'hui c'est le machiavélisme de la diplomatie ennemie, ce sont les moyens proscrits par le code de l'humanité, les balles explosives et les gaz asphyxiants, par lesquels on nous arrache les entrailles, par lesquels on nous étouffe.

Depuis le début de la guerre la Pologne



Pologne, par JAN STYKA

Et je ne peux même pas deviner ce qui m'attend demain.

et les Polonais sont partout — dans les pays austro-allemands, dans les pays, dits, neutres et même dans les pays alliés — victimes d'une propagande systématique, perverse, tenace. Le but de cette propagande consiste à rendre odieux le nom polonais aux grandes Démocraties Occidentales, à l'accuser de tendances réactionnaires, d'esprit de persécution et de toutes les vilenies dont nous sommes nous-mêmes les martyrs.

Parfois nous perdons haleine à la vue de ces liasses de brochures de nouvelles mensongères signées par des écrivassiers au salaire de Berlin; parfois nous perdons haleine en voyant que cette écume de la haine germanique est prise en considération et que, même dans les pays alliés, nous continuons d'être le jouet de l'ignorance de notre histoire, de notre civilisation, de nos droits.

L'opinion française dans sa majorité régnante résiste à ses influences néfastes, néanmoins le venin continue à se distiller, à pénétrer, à empoisonner les meilleurs sentiments, et à éveiller l'appréhension qu'un Polonais-martyr peut se transformer en un Polonais-bourreau.

Il faut que les neutres d'abord et les Alliés ensuite oublient que les frontières occidentales de la République polonaise commencent non seulement au bord de l'Elbe et de l'Oder, mais à la porte même de Berlin! Il faut que la paix future soit conclue sur le corps meurtri de la Pologne, autrement pas de butin et plus de possibilités pour la force germanique de rêver à de nouvelles invasions au delà du Rhin!

Ne craignez donc pas que nous nous laissions séduire par une simple ruse de guerre, et si vous souhaitez sincèrement du bien à la Pologne et aux Polonais, défendez-nous du machiavélisme de la diplomatie austro-alle-

mande, de la maudite génération des Teutons naturalisés-alliés qui nous terrorisent non seulement en Pologne, mais chez vous à Paris, chez vous à Pétersbourg, à Londres et à Rome.

VENCESLAS GĄSIOROWSKI.

Regrets russes et espérances polonaises

Après un silence relativement assez long, on commence de nouveau à parler en Russie de la question polonaise. L'occasion en a été fournie par le voyage des parlementaires russes en Angleterre, en France et en Italie. Rentrés à Pétersbourg, ils ont été tous d'accord, aussi bien ceux de l'extrême droite, que les représentants des partis libéraux, à déclarer que l'Europe s'intéressait vivement à la question polonaise. Dans un rapport qu'il fit à la Douma sur son voyage, M. Milioukov, leader du parti cadet, insista spécialement sur la nécessité de régler d'une manière satisfaisante la question polonaise. « Elle est au premier plan, aurait-il déclaré. L'opinion polonaise est extrêmement tendue. Pour la trancher, il est indispensable d'élaborer sans plus tarder un projet de solution concrète de la question polonaise. C'est d'autant plus urgent que nos ennemis ont en vue des projets bien plus étendus que l'autonomie. On mène à l'étranger une large propagande en faveur de la Pologne, on nous a inondés de brochures et de mémoires traitant cette question. » Le professeur Vassiliev, membre du Conseil de l'Empire, interviewé à ce sujet par un des rédacteurs du *Rousskoïe Slovo*, a fait les mêmes déclarations. « Dans les entretiens, a-t-il dit, que nous avons eus avec les hommes politiques des pays alliés, une large part a été faite à la future organisation de la Pologne. L'opinion prépondérante est qu'elle doit obtenir son autonomie. L'idée d'une telle solution de la question bénéficie partout des sympathies les plus vives. » Parmi les mémoires dont a parlé M. Milioukov, celui que lui avait remis M. Erasme Piltz et qui contenait les remarques de certains groupements polonais au sujet du projet d'autonomie élaboré par le parti cadet, eut les honneurs de la tribune. Ce projet va plus loin que celui des cadets, néanmoins il a été avorablement accueilli et a servi de point de départ à un échange de vues sur la question. La *Rietch* attribue au mémoire de M. Piltz une grande importance. Il a été, d'après ses informations, élaboré par un comité formé de représentants des éléments modérés des trois parties de la Pologne, comité dont M. Piltz est le président. Le texte de ce mémoire a été arrêté définitivement dans une conférence à laquelle prirent part non seulement les membres du comité en question, mais également le comte Wielopolski et M. Raczkowski qui représentaient l'élément polonais parmi les parlementaires russes délégués à l'étranger. L'organe des cadets profite de l'occasion pour insister sur une solution immédiate de la question polonaise. « L'opinion publique des Alliés attend depuis longtemps, dit-il, que la question polonaise soit résolue dans l'esprit général des tendances libératrices de la grande guerre. Nous donnerons satisfaction à nos Alliés et nous relèverons sensiblement notre prestige chez les neutres si, dans la solution de la question polonaise, nous faisons preuve du désir d'être à la hauteur des premières démocraties du monde, dans la mesure, cela va sans dire, où une telle solution ne serait pas contraire à nos intérêts nationaux ».

Cette opinion ne fait d'ailleurs que refléter l'intérêt que paraissent manifester à l'égard de la question polonaise les milieux gouvernementaux, bien que la presse russe se fasse l'écho des bruits les plus contradictoires au sujet de leurs intentions. Selon certains journaux, un conseil des Ministres qui s'est tenu au Quartier Impérial se serait occupé spécialement de la future organisation de la Pologne. Trois projets y auraient été examinés. C'est celui de M. Sazonov qui aurait été adopté. Il prévoit pour la Pologne une organisation correspondant plus ou moins à celle qui lui avait été octroyée après le congrès de Vienne, sauf toutefois la création d'une armée polonaise. M. Sturmer aurait présenté un autre projet, bien plus restreint, qui se borne à faire bénéficier les provinces polonaises d'une certaine autonomie locale en leur refusant toute initiative dans le domaine législatif. Ces deux projets sont tellement opposés l'un à l'autre que certains organes de la presse libérale y verraient même la raison du brusque départ de M. Sazonov. Selon le *Rousskoïe Slovo*, il aurait été obligé de donner sa démission par suite du différend qui a éclaté entre lui et M. Sturmer au sujet de la future organisation de la Pologne. Plusieurs séances du

Conseil des Ministres auraient été consacrées à la question polonaise avant que cette dernière ne fût débattue au Quartier Impérial, et c'est au cours de ces séances que se serait produit le choc des opinions de ces deux ministres, choc qui aurait provoqué la chute de M. Sazonov. D'autres journaux prétendent que la question polonaise n'a nullement été débattue au Quartier Impérial. Du moins on n'en a pas parlé à la séance du Conseil des Ministres qui s'y est tenu. Elle a été tout simplement l'objet d'une conversation avec M. Sazonov, d'où la nouvelle d'un projet officiel émanant de ce dernier. Il est quand même de plus en plus évident que les tendances réactionnaires, dont semble se pénétrer la politique de M. Sturmer, ont eu également leur répercussion sur les projets de ce dernier à l'égard de la Pologne. Les organes libéraux ne cachent pas leur inquiétude à ce sujet.

Ils redoutent les conséquences que cela peut avoir pour l'avenir des rapports russo-polonais. « Quelle terrible tragédie pour la Russie que cette éternelle question polonaise, s'écrie dans *l'Outro Rossii* M. Ardov. Quel abîme, quel gouffre nous séparent aujourd'hui des nobles et glorieuses intentions d'Alexandre I^{er} ! Pendant que nous jouïssons à « libérer » la Pologne, les Allemands nous l'ont enlevée ! N'est-ce pas terrible en vérité ? Quelle souffrance pour ceux d'entre nous qui se rendent compte des vraies tendances de l'évolution historique de la Russie, de savoir que de l'autre côté de la frontière nos ennemis forment des projets de libération de la Pologne, qu'ils élaborent une autonomie pour les provinces polonaises, qu'ils convoquent des conférences auxquelles prennent part même des Polonais de Russie, fondent des universités polonaises, introduisent l'autonomie municipale, en un mot font tout pour donner aux Polonais l'illusion qu'on les a libérés du joug de la Russie « barbare et réactionnaire ».

« La Prusse dans le rôle de libératrice des Polonais, quelle ironie ! Cette Prusse qui a déchiré en lambeaux le corps de la Pologne et a elle-même grandi du sang de ce peuple frère de la Russie. Tout ce qui jusqu'ici s'est passé en Pologne et qui s'y passe encore aujourd'hui, est un reproche vivant pour ceux qui, au cours des dernières dizaines d'années, ont été à la tête de la politique russe. Ils avaient en mains un moyen excellent légué par Alexandre I^{er}, un moyen qui aurait arraché pour toujours aux Allemands « l'arme morale » dont ils disposent aujourd'hui et qui aurait rendu impossible la situation politique, en dépit du bon sens, qui s'est créée à l'heure actuelle. La Pologne aurait dû être dotée d'un régime autonome bien avant la guerre et le fait que cela n'a pas eu lieu a été une des plus grandes fautes du gouvernement de « Pétersbourg », depuis qu'il règne en maître absolu. C'est une faute non seulement envers la Pologne, c'en est une aussi envers la Russie, car c'est une erreur politique que rien ne peut réparer, même les flots de sang qui ne manqueront pas encore de couler. Ces flots de sang n'auraient pas été, eux-mêmes, si abondants, si cette erreur n'avait pas été commise.

« Cependant, tout dans l'histoire se répète avec une froide logique, pleine d'ironie. Cent ans se sont écoulés depuis qu'au Congrès de Vienne le représentant de la Prusse, von Stein, souffrait insidieusement à l'oreille de l'empereur de Russie : « Bornez-vous à une autonomie locale, gardez-vous bien d'octroyer aux Polonais une constitution ». Conseils pernicieux qui visaient avant tout l'intérêt de l'Allemagne. Mais, voilà qu'aujourd'hui, après tout ce qui s'est passé, après un siècle d'expériences, après deux révolutions et des preuves sans nombre que la Pologne ne pouvait être « calmée » qu'à condition d'être de nouveau appelée à une vie nationale, enfin, après deux années de guerre, alors que votre Pologne est occupée par les armées allemandes, il se trouve encore des gens qui conseillent de n'octroyer à la Pologne, « quand on l'aura reconquise », qu'une autonomie locale. Et ce ne sont pas des diplomates allemands, ce sont des hommes d'Etat russes qui donnent ce conseil ! Je veux parler du projet de la future organisation de la Pologne dont nous ignorons l'auteur, mais qui a été soumis par M. Sturmer au Conseil des Ministres, qui a récemment eu lieu au Grand Quartier Général. On parle, à vrai dire, d'un autre projet soutenu par M. Sazonov, qui envisagerait une « union réelle » de la Pologne avec la Russie. Mais, d'après les journaux, ce projet n'a pas été agréé définitivement, on parle de remaniements auxquels il doit être soumis. Ne verrons-nous donc

« pas les rapports des deux peuples entrer dans la bonne voie, la seule qui puisse les mener au bonheur, la voie que nous a toujours indiquée la raison d'Etat russe et d'où les von Stein se sont constamment efforcés de nous détourner. Ne verrons-nous pas se réaliser les promesses prophétiques de Tioutcher à la Pologne. Ne retire pas aux Russes la confiance — de tes cendres par nous gardées pieusement — notre liberté avec ta délivrance — surgira un jour victorieusement ».

Si les sympathies des éléments libéraux sont acquises à la cause polonaise, s'ils ne cessent d'exprimer en termes éloquentes leurs regrets de voir son règlement trainer en longueur, il n'en est pas de même des sphères de droite

D'après les dernières nouvelles arrivées de Russie, il est plus que probable qu'elle sera résolue dans le sens voulu par M. Sturmer, c'est-à-dire sous la forme d'une autonomie locale ne modifiant en rien le système de centralisation législative

L'espoir n'a cependant pas encore complètement abandonné les cœurs polonais

Telle est la thèse que dans un de ses récents articles soutient l'*Echo Polski*, revue paraissant à Moscou et très répandue parmi les Polonais qui ont fui Varsovie à l'approche des Allemands. « Même en Russie, dit-il, la bureaucratie n'est pas toute-puissante. S'il en était ainsi, on n'en serait jamais venu à manifester d'octobre, ni à l'union étroite avec l'Angleterre et la France, ni à la guerre elle-même. L'entrée de la Russie dans la coalition des Alliés et la conduite commune de la plus grande guerre du monde l'a placée en présence de problèmes nouveaux qui changent complètement ses intérêts. C'est pourquoi, même en dehors du côté moral de la question polonaise, son simple examen du point de vue purement réaliste, doit imposer à la politique russe la nécessité de la régler de manière à satisfaire à la fois les aspirations du peuple polonais et les intérêts internationaux de la Russie ».

PAUL DE NIC.

La Politique nationale

IV. Fédération européenne.

(Suite.)

Une fois qu'il y aura au centre de l'Europe un groupe nombreux d'Etats nationaux et un tribunal international pour régler leurs différends, toute velléité ambitieuse de domination universelle disparaîtra pour toujours. Une nation peut être opprimée quand elle est isolée, mais une fois le principe des nationalités universellement reconnu, toute agression qui menacerait un seul peuple provoquerait l'union sacrée de tous les autres.

Cependant de même que longtemps après l'abolition du brigandage dans les Etats civilisés, il aura été nécessaire de conserver une police pour contenir les malfaiteurs et réprimer les excès individuels, de même, après l'institution d'un tribunal permanent international, il faudra bien que ce tribunal dispose d'une force propre suffisante pour faire respecter ses décisions. Sinon il y aurait toujours à craindre que certains peuples ambitieux ne tentent d'abuser de leur force pour imposer à leurs voisins plus faibles des exigences injustifiées.

L'existence d'un tribunal international entraîne donc comme conséquence l'institution d'une armée internationale pour exécuter ses sentences. Déjà dans la guerre mondiale on a vu les troupes de plusieurs nations s'unir sous un commandement commun, et ce service militaire commun a appris aux peuples à s'apprécier plus justement les uns par les autres. L'armée internationale contribuera donc à l'unité et à la fraternité des nations non seulement par les punitions qu'elle infligera aux coupables, mais aussi par de plus étroites liaisons nouées entre ceux qui serviront ensemble.

Mais pour que ce but soit réalisé plus sûrement, les exercices militaires ne suffiront pas. Il faudra encore cultiver l'intelligence et le caractère des soldats, en assurant à l'élite des armées nationales l'honneur de servir dans l'armée européenne la cause de la justice universelle. Le soldat, n'ayant plus à s'occuper de ses affaires personnelles, se trouvera exposé à beaucoup de tentations, si son intérêt n'est pas absorbé par des affaires générales. D'autre part, l'obéissance exigée de lui sous le rapport des exercices physiques, l'habitude à une attitude réceptive dont il faudrait profiter pour lui inculquer les vérités les plus importantes de l'histoire, de la politique et de la morale. L'armée internationale deviendrait ainsi une école de bonnes mœurs et accomplirait l'éducation politique des troupes, de façon à ce que chaque soldat soit capable de comprendre la cause pour laquelle il combattrait, s'il lui fallait jamais combattre.

Une armée internationale n'aurait pas besoin d'être aussi nombreuse que les armées nationales, mais elle devrait être très soigneusement choisie afin de représenter sous tous les rapports une élite humaine; elle ne devra réunir que les individus les plus sains, les plus forts, les plus intelligents et les meilleurs que chaque nation sera à même de fournir.

Dans un Etat national tout citoyen devra être astreint à un certain temps de service obligatoire soit militaire, soit civil, qui permette aux chefs compétents de déterminer à quoi il pourra être employé en cas de crise économique ou politique. Le temps du service variera suivant les aptitudes diverses de chaque individu et de chaque nation; il permettra de choisir pour l'armée internationale ceux qui mériteraient cet honneur, en leur laissant la liberté de l'accepter et de le refuser.

Les unions politiques entre Etats nationaux en vue de garantir leur liberté et leur indépendance, ne pourront pas, au début embrasser tous les peuples, mais seulement cette très faible minorité de l'humanité qui forme de véritables nations conscientes de leur immortelle unité. Longtemps encore en dehors de l'humanité nationale organisée, il restera des Etats qui ne reconnaîtront pas les principes de la vie européenne.

Même les trois grands empires coloniaux qui en 1914 s'allièrent pour résister à un danger commun, ne sauraient compter avec une entière sécurité sur la persistance indéfinie d'une alliance qui n'a pour base ni la communauté de race, ni celle de la tradition historique. Ils doivent prudemment prévoir des conflits possibles entre eux et ne pas trop se fier au caractère définitif de leurs engagements ni à la puissance militaire qui leur assure actuellement une prédominance considérable sur les autres Etats européens.

Avant la guerre, les Etats les plus forts s'arrogeaient le titre de grandes puissances et le droit de régler les relations d'autres Etats plus faibles. Mais quand ces Etats plus faibles se seront unis d'une manière indissoluble suivant leurs affinités de race et selon leur tradition historique, leur union finira forcément par l'emporter en fait sur toute force étrangère et sur n'importe quelle alliance de ce qu'on appelle les grandes puissances, pour la simple raison qu'il est toujours plus aisé de se défendre chez soi que d'entreprendre la conquête d'un autre pays solidement organisé pour sa défense. Ainsi une fédération de nations libres qui, tôt ou tard, s'étendra de la Norvège et de la Finlande jusqu'à la Grèce et à l'Albanie, serait certainement assez forte pour défendre ses libertés et ses droits contre toute autre coalition.

La condition de cette force défensive est d'être toujours au moins aussi bien préparé à l'éventualité d'une agression que le fut la Suisse en 1914. Ce pays a donné l'exemple d'un petit Etat maintenant son indépendance au milieu de quatre puissances voisines en état de guerre. Ce que la Confédération helvétique de vingt-deux cantons a fait pour sa défense pourrait être réalisé à un bien plus haut degré par l'union des Norvégiens, des Danois, des Suédois, des Finnois, des Esthes, des Lettes, des Lithuaniens, des Blanc-russiens, des Ruthènes, des Polonais, des Tchèques, des Slovaques, des Roumains, des Slovènes, des Croates, des Serbes, des Bulgares, des Albanais et des Grecs.

Ces peuples pourraient former plusieurs groupes ou unions secondaires en conformité avec leurs traditions historiques. Nous aurions donc une ligue scandinave des Danois, des Norvégiens et des Suédois, une ligue balte des Finnois et des Esthes, peut-être augmentée des

Lettes, une république polonaise réunissant les Polonais, les Lithuaniens et les Ruthènes, auxquels se rejoindraient peut-être les Tchécoslovaques et les Roumains, qui à différentes époques de l'histoire ont été déjà unis à la Pologne, et enfin une ligue balkanique, avec ou sans la Roumanie selon que celle-ci préférerait s'unir plus étroitement à ses voisins du sud ou à ceux du nord.

Il est évident qu'une pareille fédération de peuples, tous épris de vie nationale, n'aurait besoin d'aucune protection de la part des grandes puissances, et qu'elle pourrait en particulier se passer à jamais de toute ingérence de ses voisins les plus proches.

Les prétentions des grandes puissances se verraient donc de plus en plus réduites à néant à mesure que l'éveil généralisé de la conscience nationale aurait groupé entre elles les nations qui, se contentant de la liberté pour elles-mêmes, renonceraient à toute domination sur les autres. Il est douteux qu'on puisse inclure dans cette fédération les Hongrois, qui ont fait cause commune avec l'Allemagne et qui ont opprimé les Slovaques, les Croates et les Roumains avec une telle cruauté qu'ils devront probablement subir la germanisation qu'ils voulaient imposer aux autres.

Quant à l'Italie, elle se trouve dans un tel conflit d'intérêts et d'ambitions avec ses voisins slaves qu'elle ne pourrait probablement pas non plus s'unir à eux. Une alliance avec l'Espagne et le Portugal, qui lui ressemblent sous beaucoup de rapports, serait plus naturelle. La France enfin est trop puissante par ses colonies pour exiger une place dans cette union latine des Etats nationaux aux colonies si réduites relativement à ce qu'elles furent autrefois. La France restera donc intimement alliée avec la Grande-Bretagne. Ces deux Etats repré-entent les deux grandes puissances coloniales occidentales, dont le rôle sera de tenir en échec les puissances orientales qui risqueraient sans cela de devenir un danger pour la civilisation européenne.

Quant aux trois petits Etats qui resteraient, la Hollande, la Belgique et la Suisse, ils pourraient, en s'alliant étroitement entre eux et peut-être en gagnant à leur union, quelque Etat neutre allemand, s'assurer une meilleure garantie de leur neutralité, si tant est que la neutralité politique soit encore tolérée dans l'Europe future et non honni à l'égal d'un crime contre la loi de solidarité qui obligerait tout Etat à prendre immédiatement parti lorsqu'un conflit belliqueux viendrait à éclater. Il pourrait aussi arriver que ces Etats s'alliasent plus étroitement avec la France, ou dans un avenir éloigné, avec une Allemagne régénérée.

Une Europe ainsi organisée serait profondément différente de l'Europe de 1914, et cependant elle serait beaucoup mieux préparée à la guerre, si l'incurable folie humaine devait y conduire.

(Fin.) W. LUTOSEWSKI.

De faux bruits ayant couru au sujet de l'Agence Polonaise Centrale de Lausanne, à l'égard de la « Conférence des Nationalités » qui a eu lieu dans la même ville, nous tenons à constater que l'Agence Polonaise Centrale avait résolu d'avance de ne pas prendre part à la dite conférence, et qu'en effet elle n'y a pas pris part. Tout en se refusant à toute participation effective à cette assemblée, l'Agence Polonaise Centrale, au nom des Polonais qui se groupent autour d'elle, la veille de l'ouverture des délibérations a remis aux mains de M. P. Ollet, président de la Conférence, une déclaration dont voici les points principaux :

« Nous déclarons que :

1° Nous reconnaissons le droit indéniable de tous les peuples à décider de leur propre sort.

2° Fidèles à ce principe, nous ne saurions aspirer et nous n'aspérons pas, à l'incorporation dans la Pologne future de nations quelconques contre leur volonté.

3° Nous estimons que sur les territoires à population mixte, les droits des minorités nationales doivent être rigoureusement respectés.

4° Nous reconnaissons que les ressortissants de la Pologne de nationalité non polonaise doivent y jouir de tous les droits civiques. Il est évident que les mêmes droits sont dus aux Polonais dans tous les autres Etats.

5° Nous adhérons pleinement aux principes de la liberté religieuse que nous voulons voir étendue à tous les cultes.

6° Nous tenons encore à constater que les Juifs doivent jouir en Pologne, de même que dans tous les autres pays qu'ils habitent, d'une égalité de droits entière. »

Nous affirmons donc encore une fois qu'il n'a jamais été question, ni pour l'Agence Centrale, ni pour aucune autre organisation polonaise en Suisse de participer à cette malencontreuse Conférence des Nationalités.

Les défenseurs du prussianisme en Amérique

Le Chicago Examiner a considéré de son devoir d'expliquer pourquoi à la réception de la délégation polonaise à Washington M. Wilson a dit qu'un mur l'empêchait de secourir la Pologne.

Cet article à tendance germanophile, plein d'invectives contre la Quadruple Entente, provoque la réponse de M. N. L. Piotrowski, ancien syndic de la ville de Chicago, qui a accompli dernièrement un voyage à travers la Pologne envahie comme délégué du Chicago Herald et dont l'opinion est des plus compétentes.

Nous publions la réponse de M. N. L. Piotrowski afin de donner à nos lecteurs un spécimen de la propagande germanique qui essaye par tous les moyens de nous détourner de la Quadruple Entente.

« J'ai lu avec intérêt l'article que vous publiez sous le titre « Le mur qui empêche M. Wilson d'aider la Pologne », mais après l'avoir lu je me suis senti quelque peu désappointé. Comme j'ai étudié la question polonaise sur toutes ses faces — situation présente et passée, point de vue politique, économique et stratégique — je crois pouvoir parler de cette question avec autorité. Aux lecteurs de l'Examiner qui ne sont pas au courant de la question, un tel article ne peut donner que des idées fausses. Je m'abstiendrai de parler de votre critique du Président Wilson.

« Laissez-moi d'abord attirer votre attention sur le fait que les habitants de la Pologne ne sont pas « principalement de religion juive » et que seulement 15 0/0 sont juifs et 75 0/0 catholiques. Il ne faut pas oublier que la Pologne fut tenue pendant des siècles pour le « Rempart de la Chrétienté. »

« En second lieu, il n'est pas vrai que « les fonctionnaires allemands, quand ils arrivèrent en Pologne, firent tout leur possible pour soulager les misères ». Ce qui est vrai, c'est que les Russes, au moment de leur retraite, ordonnèrent que tous les vivres fussent détruits afin qu'il ne restât rien à l'ennemi. Néanmoins bien des choses encore demeurèrent dont les Allemands s'emparèrent. L'armée russe, avant sa retraite de Pologne, traita les habitants avec beaucoup d'humanité.

« Il est vrai aussi que les fonctionnaires allemands exportèrent en Allemagne tout le grain qu'ils trouvèrent en Pologne et réimportèrent de nouveau en Pologne une espèce de farine qui ne contenait que 40 0/0 de seigle et qu'ils vendirent à des prix exorbitants — 23 roubles les 100 livres. La Compagnie de pommes de terre de Berlin réquisitionna toutes les pommes de terre de Pologne et lui envoya de l'alcool pour sa consommation, malgré que toutes les distilleries fussent fermées.

« Les fonctionnaires allemands fermèrent toutes les manufactures de Pologne et laissèrent ainsi des millions d'hommes et de femmes sans emploi, pour que les Polonais allassent travailler en Allemagne dans leurs manufactures et leurs mines. Ce qui était la ruine de l'industrie en Pologne et la famine. Je ne parlerai pas ici des atrocités qui ont été perpétrées en Pologne, comme, par exemple, à Kalisz qui a été détruit comme Louvain en Belgique.

« Il n'est pas juste de blâmer seulement l'Angleterre de ce que des secours n'ont pas été envoyés en Pologne. Il est absurde de dire que « la véritable raison du gouvernement anglais de refuser de sauver la vie de ces malheureux, c'est que la Russie ne veut pas qu'ils soient sauvés ».

« On ne peut blâmer l'Angleterre, dont l'objet est de terminer la guerre en affamant les Allemands, de ne vouloir envoyer des subsides en Pologne que si l'Allemagne garantit qu'elle lais-

sera aux Polonais les récoltes de leur sol. Plus on enverra de nourriture en Pologne, plus l'Allemagne y puisera pour nourrir son peuple.

« Quant à dire qui de la Russie ou de l'Allemagne désire le plus l'extermination des Polonais, ce serait une question à débattre. L'Allemagne néanmoins a plus de convoitise que la Russie pour les territoires polonais et elle les veut sans leurs possesseurs. La politique allemande d'extermination des Polonais a été créée par Bismarck et toutes les lois oppressives n'avaient que ce point de vue.

« Les Polonais désirent être complètement libres et indépendants comme c'est leur droit. Mais s'ils avaient à choisir entre la domination allemande et la domination russe, je suis sûr qu'au moins 75 0/0 choisiraient la Russie, non parce qu'ils aiment la Russie, mais parce qu'ils haïssent davantage l'Allemagne — non pas le peuple allemand mais la caste régnante — le junkerisme prussien. Vous pouvez vérifier facilement que ce que je dis est vrai en vous adressant aux représentants polonais de Chicago.

« Les Polonais sympathisent avec les Alliés non parce qu'ils aiment la Russie mais parce que la Russie se bat aux côtés de la France et de l'Angleterre desquelles ils espèrent un meilleur avenir pour leur patrie. Il n'y a rien à espérer de l'Allemagne si ce n'est de devenir l'apanage des Hohenzollern. Critiquez l'Angleterre tant que vous voudrez, mais la simple bonne fois nous oblige à admettre que la grande Magna Charta, ce palladium de nos libertés, nous vient d'Angleterre et non d'Allemagne. Vous pouvez aussi admettre que le gouvernement actuel d'Allemagne n'est pas moins despotique que celui de Russie.

Sincèrement vôtre

N. L. PIOTROWSKI.

Jeanne d'Arc en Pologne

Il ne s'agit pas d'un voyage de la pucelle de Domrémy en Pologne, car Jeanne d'Arc ne quitta jamais la France, mais sa foi si ardente et si vive, sa confiance si forte en la puissance divine, eurent comme un écho en Pologne. Seulement la Jeanne d'Arc polonaise était un moine : le Père Augustin Kordecki, un moine Paulin, qui seul, avec une poignée de braves, tint tête à toute la puissance suédoise. Comme au XV^e siècle la France était entièrement envahie par les Anglais, de même la Pologne, deux siècles plus tard, fut entièrement conquise par le roi de Suède Charles-Gustave. Ce fut un désastre épouvantable, une débâcle, un déluge, qui noya toute la Pologne sous des flots de soldats suédois. Le roi de Pologne Jean-Casimir fuyait son royaume; Varsovie, Cracovie, toute la Pologne était entre les mains de l'envahisseur; seule une petite forteresse, Czenstochowa, que les Suédois qualifiaient avec dérision de bicoque et de poulailler, ne voulait pas se rendre aux armées de Charles-Gustave. Mais c'est que dans ce poulailler il y avait un cloître avec une belle église et dans ce cloître, la religion au service de la patrie était, comme par Jeanne d'Arc, personnifiée par un humble moine, le Père Kordecki. Et, de même qu'en France la foi ardente de Jeanne d'Arc, cette foi tenace, ne doutant de rien, foi qui transporte des montagnes, eut raison des Anglais et bouta l'ennemi dehors, de même en Pologne le courage ardent du Père Kordecki, basé sur la foi simple des humbles, ce courage presque surhumain d'un seul homme tenant tête à toute la puissance suédoise, électrisa tellement la Pologne que la nation se ressaisit et bouta les Suédois dehors. Le petit poulailler, fort de cette religion des ancêtres, qui en France et en Pologne est le fruit d'une hérédité de plusieurs siècles de catholicisme et tout imprégné de croyance dans le surnaturel, le petit poulailler, qui d'après le dire de ses défenseurs était recouvert d'un manteau de la Vierge miraculeuse de Czenstochowa, qu'on voyait survolant sa petite forteresse et son église, ce petit poulailler brisa la puissance suédoise et sauva la Pologne. Et de même qu'on ne peut pas parler de Jeanne d'Arc sans parler de « ses voix »,

de même on ne peut pas comprendre le Père Kordecki et sa miraculeuse résistance à Czenstochowa, qu'en tenant compte de la grande part de surnaturel, qui soutient ceux qui possèdent la foi, dans les plus dures épreuves et qui leur donne une force et un courage prodigieux, surhumains, presque divins. Un des plus beaux exemples du reste de cette foi au miracle est l'image miraculeuse de Notre-Dame de Czenstochowa, peinte dit-on encore par saint Luc et qui rassemble chaque année des milliers de pèlerins dans l'église de Czenstochowa. C'est comme Lourdes en France. Seulement les pèlerinages de Czenstochowa datent déjà de plusieurs siècles. Depuis des siècles, des multitudes de pèlerins s'en vont prier l'image miraculeuse de Czenstochowa et reviennent souvent guéris et toujours consolés. Donc, et Jeanne d'Arc et le Père Kordecki étaient embrasés de cette foi sublime, qui ne connaît pas d'obstacles, et l'un et l'autre furent les instigateurs d'une résistance surhumaine contre les envahisseurs de leur patrie, tous deux, ils parvinrent à chasser l'ennemi et, de même que Jeanne d'Arc eut la grande joie d'assister au sacre de son roi à Reims, l'humble moine de Czenstochowa vit le retour de son roi Jean-Casimir dans son royaume, débarrassé d'ennemis.

C. DE I.

LA PRESSE FRANÇAISE et l'autonomie austro-allemande de la Pologne

Le Petit Journal (Stép. Piehon) du 16 août :

« On pense bien que ce n'est pas, comme on dit, pour les beaux yeux des Polonais que les pires oppresseurs de la Pologne s'avisent tout à coup de la nécessité d'organiser une similitude d'autonomie du Royaume dont ils convoient la possession pour leurs chimériques desseins d'hégémonie. Il n'y a pas longtemps que le grand homme du libéralisme prussien, Bernhard von Bülow, dressait, dans son livre sur la politique allemande, le programme d'exploitation intensive des marches de l'Est où le souvenir des actes commis par lui en qualité de chancelier de l'empire est resté honni comme celui des plus lugubres attentats de la tyrannie. Et tout le monde sait, dans les régions échues à la Prusse à la suite des partages du XVIII^e siècle, avec quelle fureur et quel cynisme les agents des Hohenzollern s'y sont, à toutes les époques et dans toutes les circonstances, comportés.

« Mais l'avenir apparaît décidément comme très sombre à ceux qui ont, en Allemagne et en Autriche, la terrible responsabilité de la guerre. La perspective de la défaite se rapproche, les états-majors de Guillaume et de François-Joseph voient avec terreur fondre leurs effectifs, les hommes de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz sentent grossir l'opinion qui pousse vers nous des peuples destinés à unir leur cause à la nôtre, et ils recherchent tous les procédés susceptibles, à leurs yeux, d'apporter des retards ou des atténuations à l'échéance fatale qui marquera l'expiation de leurs crimes. »

« Que, du moins, la Pologne, habituée depuis tant d'années aux sacrifices et au martyre, soit saignée à blanc pour donner à ceux qui l'ont dépecée et torturée un moyen de combattre ceux qui lui ont promis l'indépendance et dont la victoire sera le symbole du droit et de l'humanité! Et Bethmann-Hollweg prend le chemin de Vienne pour convaincre l'insouciance de ses bons amis d'Autriche, qui sont à la fois ses dupes et ses complices, de l'obligation d'accorder en apparence une satisfaction platonique aux aspirations unitaires des Polonais. Ils en profiteraient ensuite pour puiser à pleines mains dans le réservoir d'hommes que constituerait cet infortuné pays, pour y lever des légions qui seraient envoyées à la boucherie, et pour y créer, si possible, un mouvement prétendu national contre l'empire russe. »

Le Temps du 14 août, dans son éditorial :

« La Pologne a droit à l'unité nationale. Elle aura cette unité. Mais, pour la réaliser, la défaite de la Prusse et la défaite de l'Autriche sont strictement nécessaires. L'unité polonaise ne se fera pas par la Prusse. Elle se fera contre elle. Il n'y a pas d'opposition entre une Russie victorieuse et une Pologne nationale. Il y a une opposition irréductible entre une Prusse intacte et une Pologne autonome. La Constitution préparée à Berlin ne profiterait qu'à Berlin. Les Polonais le savent et ils le prouveront.

« De nouvelles souffrances se préparent pour eux. L'autonomie d'imposture qu'on leur ménage va couvrir peut

être l'enrôlement forcé. La Pologne supportera cette dernière épreuve. Sa libération est en marche. »

Le Journal des Débats du 14 août :

« Le voyage à Vienne du chancelier allemand et de M. de Jagow semble être l'aboutissement de cette campagne. Le Lokal Anzeiger déclare que la raison de la présence à Vienne du chancelier et du ministre des Affaires étrangères de l'Empire est la reprise des négociations austro-allemandes au sujet de la Pologne, et l'on dit couramment à Berlin et à Vienne que le résultat de ces négociations serait l'octroi à la Pologne d'une large autonomie.

« Seulement on ne dit pas, et pour cause, de quelle Pologne il s'agit. C'est qu'évidemment ce ne peut être la Pologne germanique, la Pologne de Posen que l'Allemagne ne consentira jamais à abandonner volontairement. Ce que l'on vise à Berlin, c'est la Pologne russe, peut-être aussi la Pologne autrichienne.

« De cette façon, sans satisfaire l'aspiration fondamentale, universelle des Polonais, — la restauration intégrale de la Pologne, — les Allemands par quelques illusions de liberté croient pouvoir changer en sympathie l'animosité polonaise. Cette variation de sentiments leur serait utile à plus d'un égard et surtout au point de vue militaire. A l'heure où les troupes fraîches commencent à manquer à l'Allemagne sur les différents théâtres de la guerre, quelle aide précieuse que celle de contingents de Polonais qui achèteraient ainsi une autonomie illusoire, de ces Polonais que même l'Allemagne n'a pas osé enrôler de force.

« Voilà, semble-t-il, le rêve que Berlin voudrait réaliser à l'aide de moyens factices qui ne sauraient que révolter l'âme nationale de la Pologne et contre lesquels, d'ailleurs, de nombreux Polonais — et des plus marquants — en Russie et même en Autriche, se sont déjà levés pour protester hautement. »

Le Figaro (Polybe) du 14 août :

« Il y a un peu plus d'un an, comme des Polonais s'inquiétaient que la proclamation libératrice du grand-duc ne fût pas traduite encore en lois et décrets, j'en écrivis à une amie de Pétersbourg qui a l'oreille des grands de la terre. Ma lettre ne parvint à son adresse qu'à l'époque de l'immortelle et tragique retraite des Russes. Il me fut répondu, avec une noblesse de cœur qui sera chose inintelligible aux empereurs allemands, que la restauration des libertés de la Pologne par la Russie ne pouvait pas être contemporaine de la défaite, parce qu'elle aurait l'apparence d'une manœuvre, mais que l'heure en serait marquée par le retour de la victoire aux armées slaves.

« Cette heure sonne, puisque le rideau va se lever sur la comédie austro-allemande. »

Le Journal (Saint-Brice) du 14 août :

« Car vous pensez bien que le geste médité par les compères austro-allemands n'est pas autre chose qu'une manœuvre opportuniste suggérée par les difficultés de l'heure. Proclamez l'autonomie de la Pologne. Constituez un gouvernement polonais. Vous pouvez lui dire : « La Pologne est libre, il s'agit maintenant de défendre sa liberté contre la Russie. Appelez vos fils sous les drapeaux ! » Et voilà des centaines de mille hommes qui sortent de terre.

« Ajoutez que l'initiative a une portée diplomatique plus certaine encore. Ressusciter une nation : quel succès auprès de certains neutres, notamment de celui de l'autre côté de l'Atlantique, qui a fait un si large accueil aux émigrés fuyant les oppressions.

« L'artifice, à vrai dire, est grossier. Il sent tellement son expédient que son succès est plus que problématique. Son résultat pourrait être de hâter les desseins de ceux qui désirent vraiment la renaissance polonaise. N'a-t-on pas parlé d'un manifeste du tsar consacrant solennellement les promesses du grand-duc Nicolas ? Etrange destinée, en vérité, que celle de la Pologne. Dépecée, anéantie, elle voit ses espoirs de résurrection livrés aux surenchères. N'est-ce pas un signe de ce temps où l'on peut entendre le ministre d'un petit pays justifier la vente de ses colonies par la nécessité de « plier devant l'ouragan » ? Les droits des petits peuples sont une belle chose... en paroles. »

L'Echo de Paris (Jean Herbette) du 13 août :

« Les Polonais du royaume envahi s'y laisseront-ils prendre ? Non, pour les mettre en garde, une chose suffit : leur intérêt national.

« Le comte Wielopolski, qui, au début de la guerre, présida le comité national polonais à Varsovie, et qui préside toujours le groupe parlementaire polonais à Pétersbourg, est venu à Paris il n'y a pas longtemps, et il expliquait à ses interlocuteurs français quel est le besoin primordial de la Pologne : « Il nous faut avant tout, répétait-il, notre unité nationale. » Rien n'est plus vrai : le principal malheur de la Pologne, c'est d'avoir été partagée. Quand Frédéric II poussait au partage, il savait bien ce qu'il faisait.

« Il ne peut pas y avoir à la fois, en Europe, un Etat prussien unifié et une Pologne unifiée. Le domaine des Hohenzollern et le patrimoine de la nation polonaise s'enchèventrent. Comme la grandeur des Hohenzollern a été fondée sur le démembrement de la Pologne, la recons-

truction de la Pologne ne peut être réalisée que par le démembrement du royaume prussien.

« Est-ce que Posen, est-ce que Dantzic vont être reprises à la Prusse et restituées à la Pologne « indépendante » des Austro-Allemands ? Certainement pas. Alors, que sera cette Pologne ? Une réserve de chair à canon. »

L'Événement (Gabriel Marsac) du 14 août :

« Rebelle aux séductions de l'Autriche, la Pologne n'est point prête à accepter le fouet allemand ! Elle connaît, au surplus, la duperie des promesses de Berlin. Pour la soulever tout entière contre le joug qui la menace et surexciter toutes ses fiertés, tous ses espoirs, tous ses courages, il suffirait que sans ambiguïté ni réserves de nobles paroles déjà prononcées, il y a longtemps, à Pétersbourg, se traduisent par un acte solennel. L'heure de la victoire est aussi l'heure de la justice magnanime et il n'est pas de grandeur devant les peuples et l'histoire que ne puisse ambitionner la Russie. »

La Victoire (Gustave Hervé) du 15 août :

« Dans quelques jours l'armée russe entrera à Lemberg.

« Quel cauchemar dissipé pour la Pologne — et pour la France elle-même — si, profitant de cette éclatante victoire, le tsar de la nation amie et alliée redisait avec le manifeste du grand-duc Nicolas, du 15 août 1914 : « Polonais, l'heure a sonné où le rêve sacré de vos pères et de vos aïeux peut être réalisé... Le cœur ouvert, la main fraternellement tendue, la grande Russie vient à votre rencontre !... L'aube d'une nouvelle vie commence pour vous. Que dans cette aube resplendisse le signe de la Croix, le symbole de la souffrance et de la résurrection des peuples ! »

LIVRES NOUVEAUX

Parmi les cendres, d'EMILE VERHAEREN avec frontispice de Huygens : la Belgique dévastée. — Georges Crès et C^{ie}, Éditeurs, 116, boulevard Saint-Germain.

Le grand poète national belge évoque dans cet opuscule le martyr récent de la Flandre et de la Wallonie, il rappelle les jours sombres qu'elles traversèrent jadis avec la conviction de les voir encore une fois sortir grandies des jours d'épreuves. La Belgique n'est pas morte. Son âme éternelle, étouffée par l'opresseur, n'en est que plus ardente de ferveur et de confiance.

Le poète se console d'être exilé de sa patrie en la faisant revivre par la pensée et par le cœur. Sa mémoire ailée nous emmène à Bruges et à Anvers. En historien et en peintre, il nous parle de la ville mystique et de la ville sensuelle, et sa puissance d'évocation est si intense qu'on croirait que la guerre et ses horreurs ne se sont pas interposées entre elles et nous. Et c'est ce qui fait la grande valeur de ce petit volume. Grâce à lui, ceux qui n'ont pas connu la Belgique peuvent la comprendre et la pénétrer comme peut-être jamais seuls ils n'auraient pu le faire.

M. Emile Verhaeren couronne son œuvre sur Bruges et Anvers en rééditant les deux poèmes somptueux, que d'aucuns connaissent déjà, et qu'il a consacrés aux grands peintres de ces villes : Van Eyck et Rubens.

Mais voilà Louvain... Louvain a abrité les jeunes années du poète. C'est là qu'il connut Dante, Shakespeare, Corneille, Goethe, Vigny, Hugo. « C'est — dit-il — par ses monuments illustres que la beauté des lignes et la splendeur des pierres bien ajustées se sont comme gravées dans mes yeux ! C'est pas ses belles œuvres peintes que j'ai vu ce qu'étaient les fiançailles heureuses de deux couleurs entre elles et que la beauté, telle que l'entendent les gens de mon pays, m'est apparue dans sa lumière propre. « ... Jamais — dit-il encore — on ne rompt entièrement avec son passé, quand ce passé a fait partie d'une âme profonde et recueillie. »

Et il rappelle le martyr de Louvain qui brûla pendant toute une semaine. Puis, comme pour oublier les horreurs qu'elle a subies, il nous dépeint avec amour ses trois monuments célèbres : l'ardente Cathédrale Saint-Pierre, l'Hôtel de Ville fleuri de la grand-place et l'Université sévère qui représentent la vie complète : religieuse, civique et savante. En cette ville lumière du Nord s'élabore pour lui l'admirable mouvement littéraire connu sous le nom de « Jeune Belgique ». « Louvain n'a pu faire qu'ils fussent soit des génies, soit des talents, mais elle a aidé à l'écllosion de leurs cerveaux prédestinés... Elle leur a soufflé un peu de son âme idéaliste et profonde et leur a montré les chemins écartés et glorieux où s'engagent ceux qui laissent la trace de leurs pas dans l'histoire de leur siècle. »

Avant de poser la plume le poète invite la Belgique à la fierté. Si les femmes et les enfants,

qui en ont été chassés, se lamentent en cours de route de la faim, de la fuite et de l'exil, il faut qu'elle reste digne de ses soldats et qu'elle n'insiste point sur sa misère. « Les pleurs — écrit-il — nous déshonorerait. Disons-nous qu'entre tous les peuples, la Belgique fut choisie pour qu'un des plus hauts prodiges humains fût accompli par elle, qu'elle eut l'honneur d'être le premier et le plus nécessaire des remparts de la civilisation moderne dressa contre la férocité et la sauvagerie millénaires, et que son histoire rejoindra celle des rares petites nations qui seront immortelles. »

L. C.

LA POLOGNE dans la poésie et dans la chanson françaises

EUGÈNE LETORT

La Pologne (1)

(Cantate)

Air : *Allons, enfants de la patrie...*

Pleurons ! pleurons !... la fortune infidèle
A la Pologne a redonné des fers !...

Et le géant commande encore à celle
Qu'ont illustrée et succès et revers... (bis)

Ils espéraient le jour de délivrance,
Ces Polonais, si grands, si malheureux !...
Sol de Praga, dis-nous comment tes preux
Sont morts en appelant la France !...

Oui, nous devons du moins marcher par bataillon...
Prions ! prions !... [lons...
Leur sang si pur a rougi nos sillons ! ! !...

Mais non, la France est restée impassible
Au cri d'un peuple en armes pour ses droits...

Et le cœur froid, à ses maux insensibles,
Elle a signé l'acte inique des Rois ! (bis)

A cet oubli, l'impartiale histoire
Nous couvrira de honte et de remords...
Il a reçu nos vœux et nos trésors !
Des bras seuls gagnent la victoire !

Ah ! nous devons... etc.

Quand on le vit, au jour de décadence
De ce héros que l'Europe admira,
Mourir pour nous... pour son indépendance,
Nous fûmes sourds... l'avenir le dira ; (bis)

Français, ici, qui peut te reconnaître ?
Toi, si vaillant, si fier de liberté !

Quoi ? Pour l'honneur et la fidélité,
Le Polonais serait ton maître ?

Oh ! nous devons..., etc.

Le despotisme et ses hordes d'esclaves
Ont tout détruit. Des débris et des pleurs
Restent témoins qu'un peuple entier de braves
A seul, oui seul, bravé ses oppresseurs ; (bis)
Il n'eut de nous que des vœux et des larmes,
Puis à périr nous l'avons condamné !...
C'était du sang qu'il nous avait donné...

Et nous avons brisé nos armes !...

Oh ! nous devons..., etc.

Quels bruits nouveaux !... Quoi, le bronze résonne !

Quoi ! nous serions les dupes de l'erreur ?

La faux s'apprête... elle tombe et moissonne... ;

Et le cosaque a rugi de fureur. (bis)

Du Russe altier méprisant l'impuissance ;

Mêlons nos cris de gloire et de succès...

Et prouvons-lui qu'il est des cœurs français

Amis de la reconnaissance...

Par un devoir sacré, formons nos bataillons,

Marchons ! Marchons !

Leur sang jadis a rougi nos sillons.

(1) *Journal de Commerce*, Lyon, 14 sept. 1831.

Deux nations entre toutes, depuis quatre siècles, ont joué dans la civilisation européenne un rôle désintéressé : ces deux nations sont la France et la Pologne. La France dissipait les ténèbres, la Pologne repoussait la barbarie ; la France répandait les idées, la Pologne couvrait la frontière ; le peuple français a été le missionnaire de la civilisation en Europe, le peuple polonais en a été le chevalier. Si le peuple polonais n'avait pas accompli son œuvre, le peuple français n'aurait pas accompli la sienne.

(VICTOR HUGO, *Discours à la Chambre des Pairs*, 1846.)

AGENCE POLONAISE DE PRESSE

— Le lieutenant-général Diller rassure Léopol.

Le lieutenant-général de la Galicie, pendant son dernier séjour à Léopol, a déclaré entre autres, à la « Gazeta Wieczorna » (Gazette du soir) qu'il désirerait vivement que le gouvernement du pays pût aussi vite que possible revenir à Léopol. Pour le moment les événements militaires, la proximité du théâtre des opérations de guerre s'opposent à ce retour. Il faut affirmer toutefois que pour Léopol, en l'état actuel des choses, la population n'a aucun motif de s'alarmer et de redouter le danger d'une nouvelle invasion russe. La population comprend certainement que toutes les mesures prises en vue de l'évacuation sont seulement des actes de précaution que ne peut jamais perdre de vue toute administration soucieuse du bien du pays et de l'Etat, et qu'elle doit accomplir en prévision de toute éventualité.

Les membres du Conseil municipal dissous de Léopol se sont rendus chez M. Diller pour le prier de reconstituer le Conseil municipal de la ville. Le lieutenant-gouverneur leur a répondu que cette reconstitution ne pouvait avoir lieu que lorsqu'on serait revenu à une situation normale. Ce moment n'est pas encore arrivé.

— Groupement dans le conseil municipal de Varsovie.

D'après les journaux de Varsovie s'est constitué dans le Conseil municipal de cette ville un « Cercle national » où se sont inscrits jusqu'ici 40 membres sur 90 en tout, représentant les partis modérés, se tenant dans une réserve politique absolue à l'égard des Empires du Centre. Le groupe des conseillers appartenant aux partis radicaux compte jusqu'à présent 12 membres. Cinq conseillers des sphères nationalistes ouvrières forment à part le « Cercle du travail ». Quelques conseillers se déclarent socialistes, quatre sont juifs-nationalistes. Les autres ne se sont pas encore déterminés pour aucune fraction.

— Nouvelles alarmantes.

Les feuilles allemandes du Royaume de Pologne publient un communiqué qui doit rassurer la population au sujet des « faux bruits que font courir des agents russes » contre l'administration allemande. On tente de faire croire aux agriculteurs qu'une grande partie des récoltes du pays sera transportée en Allemagne. Il n'en est rien. On se propose seulement de « régler l'usage » de ces moissons pour la population locale et les armées allemandes occupant le gouvernement général de Varsovie. De plus, les denrées achetées aux producteurs seront payées comptant aux prix convenables. Les mesures prises par l'administration allemande sont indispensables en temps de guerre. C'est « grâce à ces mesures » que l'année dernière, malgré la mauvaise récolte et les énormes dégâts résultant des batailles, on a pu éviter la famine.

— La future conférence de la paix et la question polonaise.

M. Protopopow, vice-président de la Douma, MM. le comte Olsoufiéw, et A. Wasiliew, membres de la délégation parlementaire qui a été envoyée en Angleterre, en France et en Italie, viennent de rentrer à Petrograd. Voici ce que le « Rousskoïe Slowo » rapporte à ce propos :

« Des entretiens qu'ont eus MM. les membres de la délégation avec les hommes politiques les plus marquants des pays alliés relativement à la question polonaise, il ressort clairement que la délimitation des frontières de la future Pologne sera l'objet des délibérations de tous les pays alliés à la conférence de la paix. »

Les Polonais sont convaincus que la conférence de la paix ne se bornera pas à la délimitation des frontières de la Pologne, mais aura aussi voix décisive dans la question du futur régime de ce pays.

— Les Polonais d'Amérique remercient M. Wilson.

Le Comité du Conseil national polonais en Amérique vient d'adresser à M. le président Wilson un télégramme de remerciements, pour le discours prononcé par le Président au Congrès de la Ligne de la Paix à Washington, discours où il a chaleureusement parlé de la Pologne.

Ce qui intéresse la Pologne, j'est et me sera toujours cher. Je souffre de ses douleurs, je suis sûr de ses gloires. Vivante au fond de mon cœur, j'y conserve son image comme celle d'une seconde patrie.

A Léonard Chodzko, 26 avril 1843.

F. DE LA MENNAIS. (*Revue Latine*, 25 décembre 1908.)

ZIEMIE POLSKIE

Stanisławów został zdobyty przez wojska rosyjskie. Halicz, Stryj i Lwów są ostatecznie i nieodwołalnie zaszachowane, lada tydzień, lada dzień może, armja generała Brusilowa dotrze do podnóża Wysokiego Zamku i kopca Unji lubelskiej. Stolicę nieszczęsnej Galicji nawiedza po raz trzeci niepokój śmiertelny zmiany raptownej władz, rządów, pojęć o cnocie obywatelskiej i o zbrodni. Stolicę nieszczęsnej Galicji trawi znów troska serdeczna, czyli mury jej prastare przetrwają, czyli nie staną się pastwą płomieni, żerem armat, redutą austriacką, rozsypiskiem krwawej walki. Ludność Galicji, pędzona ukazami o « ewakuacji », płynie korytem łez i niedoli za góry i za lasy obce, cudze. Kraków już jest ujęty w przepisy o wysiedlaniu. Pochód zwycięski armji rosyjskiej zbliża się, ogarnia ramiona Dniestru, pogłębia ku Bugowi. Copochód ten przyniesie ze sobą nieszczęsnej Galicji? Wyzwolenie czyli odzyskanie « odwiecznie » rosyjskiej ziemi? Ziszczenie obietnic czyli wydanie tych obietnic na łaskę i niełaskę szarańczy? Te są pytania, które, dotkliwiej niż kiedykolwiek, dręczą nas wszystkich.

POLITYKA WAMPIRÓW

Wieść głucha, krążąca, od chwili ostatnich niepowodzeń oręża austro-niemieckiego, z nieubłaganym uporem, staje się ciałem.

Berlin z Wiedniem ofiarują nam, Polakom, « Autonomję » Królestwa Polskiego i części bodaj Galicji z nieznacznymi... zapewne zmianami granicznych słupów!

Berlin z przywiązaniem do dzieła pruskiego starcem z Schoenbrunnu niesie różdżkę oliwną braciom rodzonym tych, których dziatwy był katem i oprawcą, których wyzuwał z ziemi i których, po dziś dzień, skazuje na wynarodowienie!

Berlin chce nam gwarantować wolność jednej części rdzennie polskiej Ziemi pod warunkiem zagłady ostatecznej wtórej części, tej pierworodnej, tej najświętszej!

Berlin, ów wróg nasz odwieczny, dławiający nas nie tylko własnymi pazurami, lecz i szponami moskiewskiej reakcji, i austriackiego tchórzostwa, Berlin metys, Berlin zaprzaniec i Judasz chce nas wyzwalać, chce darzyć wolnością... w ramionach zgrai Rzeszy niemieckiej!

I choć prosty zdrowy chłopski rozum z pod Grudziądza czy Łowicza bez trudu znikomości podobnego wyzwolenia jest świadom, a przecież, a przecież i temu rozumowi, nieprzyjemnemu nalotem dociekań, dziwnym musiałoby się wydać i to nawet ustępstwo! Jakżeby w takie układy i plany może się wdawać Prusak, ten sam Prusak, który nawykł jeno przed pięścią kark kłonić a tarzać się w prochu przed siłą brutalną!

Czyżby na rozbójnicze plemię Wilhelmów naszło otrzeźwienie, czyli ów « stary bóg » niemiecki nawrócił się na wiarę uczciwych ludzi?

Berlińskowiedeński akt « Autonomji » skrawka Polski żadnych nie przedstawia złudzeń.

Austroniemcy zarekwirowali wszystko na ziemi Królestwa. Zrabowali miedź i cynę, zboże i żelazo, węgiel i kartofle, ogłodzili kraj, odarli go z dobytku, nie darowali nawet gruzom i, po dziś dzień, są nieszczęsna ziemię polską, wysuszają piersi matek, rabują nawet dziatwę, rzekomo z cudzołóstwa niemieckiego poczętą. Lecz, pomimo systematycznej, obliczonej na lata przed wojną, kradzieży, w momencie, gdy lasy pogłowią wystrojonego w pikielhauby zaczęły niknąć, przeczekać się, w tym momencie, niemiecka chytraść wykryła jeszcze na ziemi Królestwa zapasy krwi i mięsa ludzkiego!

Po to mięso dla armat, po tę krew ocalałą postanowili sięgnąć Wilhelm z Franzem!

Ogłasza się « Autonomję » części Polski, przyłącza się tę Polskę do Zgrai Germańskiej i tem samem « zezwala się » na natychmiastowe... formowanie pułków, któreby ginące pokolenie knechtów pruskich własnymi osłoniły piersiami...

Zysk stąd potężny i nieprzebrany.

Albo, przy pomocy tych nowych zastępów, da się ocalić Germanję od zagłady, zapewnić jej pokój dłuższy a wówczas z taką « Autonomją » łatwo będzie sobie poradzić, bo za polską krzywdę nikt się nie ujmie, — albo, albo sprawę polską da się ostatecznie skompromitować, skompromitować wobec demokracji Zachodu, wobec świata całego i tem samem, naciele tej Polski « autonomicznej », zawrzeć jakitaki *modus vivendi* dla prusactwa i jego lenników.

Krwi naszej pragną, śmierci naszej pragną więc oto niosą nam zatrutą czarę.

Spółceństwo polskie dało wiele dowodów dojrzałości. Nad dojrzałością tą, pomimo miljony rzucane przez austroniemiecką propagandę, czuwa Warszawa, czuwa całe Królestwo Polskie, czuwa Poznańskie, Wołyń, Śląsk i Pomorze! Nakazy austroniemieckie mogą powlec przemocą tysiące do szeregów swych, ale społeczeństwa polskiego nie wywiodą na manowce. To społeczeństwo z całym spokojem i godnością z tej « Autonomji » dobędzie argument polityczny, że mu się należą jeszcze od Austroniemiec wszystkie ziemie pruskiego zaboru i że « akt » sławetny jest tylko nowem, i ze strony najstraszniejszego z wrogów, potwierdzeniem praw naszych nieprzedawnionych do granic rozszarpanego Państwa Polskiego.

I to społeczeństwo będzie dążyło wytrwale, mimo wszelkie rzekome koncesje, do połączenia wszystkich Ziemi polskich, jako zasadniczego i nieodzownego warunku mocy, siły i wolności naszej.

Wiesław SCLAVUS.

W numerze dzisiejszym rozpoczynamy druk dokumentów politycznych, sprawy naszej i działalności poszczególnych grup dotyczących.

Z natury rzeczy ograniczyć się będziemy musieli do takich jedynie, które zostały ujawnione i tem samem stały się niejako własnością publiczną.

Polecamy pilnej uwadze naszych Czytelników ten nowy dział, zmierzający do rozświetlenia panujących wśród nich mroków, na punkcie toczącej się pracy politycznej i politycznej walki, a do ocknienia w nich myśli politycznej.

MEMORJAŁ W SPRAWIE POLSKIEJ

Według oryginału, ogłoszonego przez czasopisma rosyjskie, podajemy tu « Memorjał w sprawie polskiej », rozslany wszystkim gubernatorom, naczelnikom miast i naczelnikom dowodzącym oddziałami wojska przez rosyjskie Ministerjum spraw wewnętrznych oraz podajemy odpowiedź na oskarżenia, zwrócone przeciwko społeczeństwu polskiemu, zredagowaną przez Koło polskie posłów do Dumy i Rady Państwa.

Memorjał.

W czasach ostatnich, w kierowniczych polskich sferach społecznych, zarówno zagranicą jak i w Rosji, daje się zauważyć poważny zwrot w kierunku rozstrzygnięcia kwestji polskiej w duchu orientacji austro-polskiej. Ewolucja taka w poglądach politycznych Polaków, którzy stosunkowo tak niedawno okazywali tendencje rusofilskie, zaszła pod wpływem okoliczności następujących:

Niemal w przeddzień wojny, w Galicji utworzyły się dwie znaczne polskie organizacje polityczne, a mianowicie: « Komisja Tymczasowa » i « Rada Narodowa ». Pierwsza zjednoczyła wszystkie polskie grupy skrajne, lewicowe, do socjalistów włącznie, i nastawała na konieczność orientacji austrofilskiej oraz walki nieubłaganej z Rosją. Druga zaś organizacja, w której skład weszły grupy umiarkowane: autonomiści, klerykałowie, demokraci narodowi i t. d. trzymała się, przeciwnie, w działalności swej kierunku rusofilskiego.

Przed rozpoczęciem się wojny, « Komisja Tymczasowa » stała na tem stanowisku, że Polacy nazawsze pozbyć się mogą jarzma rosyjskiego tylko na drodze wystąpienia zbrojnego przeciwko Rosji, łącznie z państwami centralnymi, i niejednokrotnie usiłowała na tym gruncie porozumieć się z Radą Narodową, w celu wypracowania wspólnego programu działania. Jednakże wszystkie te usiłowania nie miały powodzenia, ponieważ « Rada Narodowa » uporeczywie brońiła wówczas swego programu politycznego, podstawą którego była idea koniecznej łączności Polski i Rosji.

Wojna zastała obydwie wskazane wyżej polskie grupy kierownicze nieprzygotowane. Między innymi, po ogłoszeniu w Austrii mobilizacji, członków polskich towarzystw strzeleckich zaczęto wciągać do szeregów armii czynnej. Wobec tego, przywódca strzelców polskich, Piłsudski, obawiając się, że stworzone przezeń kadry przyszłych legionów polskich, rozplynąwszy się w armji austriackiej, stracą wszelkie znaczenie, na ryzyko własne, przedsięwziął wystąpienie samodzielne i, z oddziałem 400 strzelców, wtargnął w granice Polski rosyjskiej. Wystąpienie takie Piłsudskiego wywołało wśród Polaków umiarkowanych wybuch szermrania i oburzenia, przyczem kierująca sferami społecznymi « Rada Narodowa » usiłowała nawet przeciwdziałać Piłsudskiemu.

Ale, w tym czasie, mianowicie w sierpniu r. 1914-go, w Wiedniu odbyła się konferencja polskich grup politycznych. Zamiast « Rady Narodowej » chwilowo funkcjonował w Krakowie, w charakterze organu centralnego tymczasowego polskiego rządu narodowego, « Naczelny Komitet Narodowy ». Na prezesa tego Komitetu wybrano prezydenta m. Krakowa, dra Leo, umiarkowanego postępowca. Prócz tego, do Komitetu weszli, blok przedstawicieli skrajnych partji polskich, również i przedstawiciele grup umiarkowanych, w tej liczbie również i niektórzy członkowie « Rady Narodowej ». Jednakże ci ostatni, znalazłszy się w mniejszości i nie posiadając wskutek tego możności wywierania wpływu na działalność Komitetu w kierunku rusofilskim, wkrótce zmuszeni byli odmówić swego udziału w Komitecie. Tymczasem, zwycięskie wojska rosyjskie, w swym ruchu zaczepnym w Galicji, zaczęły się zbliżać do Krakowa. Wobec tego, obawiając się odpowiedzialności za politykę antyrosyjską « Naczelnego Komitetu Narodowego », dr. Leo pośpiesznie zniknął z Krakowa. Zamiast niego, na prezesa Komitetu, wybrano profesora Jaworskiego.

Jednakże, nowy ten okres, który zaznaczył się dużem ożywieniem działalności zwolenników orientacji rosyjskiej trwał tylko do maja 1915-go roku. Z wycofaniem się armji rosyjskiej

z Galicji, władze austriackie, mszcząc się za ujawnione przez Polaków tendencje rusofilskie, natychmiast zastosowały, w stosunku do ludności polskiej, pewne środki represyjne, między innymi postanowiły zreformować legiony polskie. Tak trwał do jesieni roku 1915-go, gdy, pod wpływem powodzeń wojennych, sprzymierzeńców, rząd austriacki znowu zmienił stosunek swój do Polaków i, w celu przeciągnięcia ich na swoją stronę, podniósł sprawę przyszłego ustroju Polski. B. ministrowi finansów w Galicji (*sic!* Red. *Polonii*) Bilińskiemu, polecono nakłonić polskie sfery kierownicze do zjednoczenia się na gruncie orientacji austrofilskiej.

Ponieważ jednak, wbrew radom socjalistów i radykałów, rząd austriacki nie przedsięwziął żadnych określonych postanowień co do przyszłego ustroju Polski, przeto misja Bilińskiego nie miała powodzenia i rozdzielenie trwało dalej.

Dopiero w końcu roku 1915-go, dzięki szeroko rozwiniętej w kraju Nadwiślańskim (*sic!*) agitacji austrofilskiej, okazało się możliwe zwołanie w Warszawie konferencji skrajnych polskich grup politycznych, która zwróciła się do ludności z wezwaniem, by zjednoczyła się dokoła « Naczelnego Komitetu Narodowego » i następnie zażądała od rządu austriackiego i niemieckiego ostatecznego rozstrzygnięcia kwestii polskiej. Równocześnie także zjednoczenie społeczeństwa polskiego pod egidą « Naczelnego Komitetu Narodowego » osiągnięte zostało i w Galicji.

W styczniu 1916-go roku, za zgodą rządów austriackiego i niemieckiego, w Krakowie, odbyła się wspólna konferencja przedstawicieli wszystkich trzech części podzielonej Polski, przyczem w charakterze delegatów od kraju Nadwiślańskiego (*sic!*) w konferencji wzięli udział członkowie Izby Państwowej, Parczewski i Lempicki, jak również adwokaci: Patek, Kempner i inni liberałowie i umiarkowani. Na tej konferencji, hr. A. Tarnowski, w imieniu rządu austriackiego, oświadczył, że podziela on całkowicie życzenia Polaków, co do zjednoczenia Królestwa Polskiego z Galicją pod berłem Habsburgów, i że rząd niemiecki również niema nic przeciwko temu planowi, zatrzymując sobie jedynie Poznań, zamiast którego w skład przyszłej Polski postanowiono włączyć niektóre prowincje rosyjskie z wyjątkiem ku morzu. Cała konferencja popierała to postanowienie, poczem hr. Tarnowski wskazał na konieczność powiadomienia o takiej decyzji konferencji Polaków rosyjskich i wejścia z nimi w stały kontakt, w oczekiwaniu na ostateczną dyskusję nad sprawą polską na przyszłym powszechnym kongresie polskim.

W tym celu, hr. Tarnowski zaproponował zorganizowanie w Sztokholmie, w Kopenhadze, w Bukareszcie i w Lozannie specjalnych polskich biur informacyjnych, których obowiązkiem jest uświadamianie Polaków zakordonowanych o biegu spraw polskich.

Wtedy również postanowiono zwołać do Krakowa, w końcu kwietnia b. r., powszechny kongres polski, prócz tego zaś upatrzone delegatów z misją informacyjną do Polaków rosyjskich.

Zaraz po tej konferencji, odbyła się konferencja prywatna działaczy polskich w Lozannie, na którą przybył znany Dmowski. Pod naciskiem stronników orientacji austriacko-niemieckiej, Dmowski wyraził zgodę na działanie wśród Polaków rosyjskich w interesie orientacji austriacko-niemieckiej. W tym duchu wysłał on notatkę do Komitetu Polskiego w Moskwie, gdzie była ona przedmiotem dyskusji i wywołała liczne komentarze. Najbliższy współpracownik Dmowskiego (*sic!* — Red. *Polonii*) ks. Witold Czartoryski, kierownik grupy centrum w Galicji, wówczas przyłączył się do porozumienia i przyrzekł wysłać delegatów do « Naczelnego Komitetu Narodowego ».

Zmiana frontu politycznego wśród polskich grup umiarkowanych Królestwa Polskiego i Galicji odbiła się również i na usposobieniu Polaków w Rosji centralnej, zwłaszcza zaś — na młodzieży polskiej. Od połowy ubiegłego marca, na zebraniach zamkniętych w Domu Polskim w Moskwie oraz na zgromadzeniach prywatnych Polaków-wysiedleńców, gorąco roztrząsano propozycję austriacko-niemiecką. W zgromadzeniach tych brali udział, agitując na rzecz orientacji austriacko-niemieckiej, delegaci Komitetu Polskiego w Sztokholmie, którzy przybyli do Moskwy w końcu marca.

Większość Polaków w Rosji skłonna już jest przyjąć propozycję austriacko-niemiecką. Tylko demokraci narodowi jeszcze zwlekają z przystąpieniem do innych, oczekując na ostatecznym rozstrzygnięciu kwestji na przyszłym kongresie w Krakowie, gdzie obecni będą również przedstawiciele Polaków rosyjskich.

W ten sposób agitacja austriacko-niemiecka cel swój osiągnęła. Najpierw rozbiła ona wytworzona już łączność Polaków w kierunku rusofilskim, następnie zaś zjednoczyła większość dokoła propozycji własnej, co do odrodzenia niepodległej Polski, pod berłem Habsburgów, wreszcie zaś zamierza obecnie odnieść zwycięstwo decydujące i zniszczyć w zarodku wszelkie sympatie Polaków rosyjskich dla idei zjednoczenia Polski pod protektoratem Rosji ».

Odpowiedź Koła Polskiego.

Zapoznawszy się z memorjałem ministerjum spraw wewnętrznych — Koło Polskie postów do Dumy i Rady Państwa zreagowało następujący memorjał, który zostało do wszystkich członków gabinetu i do dowódców oddziałów wojskowych :

« Jedna z instytucji rządowych wydała dn. 26 kwietnia 1916 r. « Memorjał w sprawie polskiej » i rozesała go w liczbie kilkuset egzemplarzy. Ponieważ memorjał ten posiada, niewątpliwie, charakter oficjalny, fakty, przytaczane w nim, nie mogły nie wywrzeć wpływu na poglądy sfer rządowych w sprawie polskiej. Tymczasem wszystkie fakty, przytaczane w memorjale, za czas od 1-go stycznia 1916 r., są zupełnie fałszywe albo przekreślone.

Według słów memorjału, w styczniu 1916 r., « za zgodą rządów austriackiego i niemieckiego, odbyła się w Krakowie ogólna konferencja przedstawicieli wszystkich trzech części Polski podzielonej », na której « hr. Adam Tarnowski, w imieniu rządu austriackiego, oświadczył, iż rząd ten sprzyja w zupełności pragnieniom Polaków co do zjednoczenia Królestwa Polskiego z Galicją pod berłem Habsburgów » i że « cała konferencja przyjęła tę propozycję », że « [natychmiast po tej konferencji odbyła się prywatna narada działaczy polskich w Lozannie, na którą przybył również znany Dmowski. Pod naciskiem zwolenników propozycji austriacko-niemieckiej, Dmowski zgodził się ostatecznie na to, by działać w środowisku Polaków z zaboru rosyjskiego w interesie orientacji austriacko-niemieckiej ». A « najbliższy współpracownik Dmowskiego, ks. Witold Czartoryski, kierownik grupy centrum w Galicji, przyłączył się również do porozumienia i przyrzekł wysłać delegatów do « Naczelnego Komitetu Narodowego » i że « zaszła w ten sposób — według słów memorjału — zmiana politycznego frontu wśród polskich grup umiarkowanych w Galicji i Królestwie ».

Wszystkie te informacje oparte są na wieściach tendencyjnych, szerzonych przez austriacką i austrofilską prasę krakowską, lecz nie na faktach.

Fakty zaś są takie :

1° Bez względu na wszystkie wysiłki hr. Adama Tarnowskiego i byłego austriackiego ministra finansów, Bilińskiego, by skłonić partję « narodowego bloku » w Galicji do wejścia w skład Naczelnego Komitetu Narodowego, z którego partja ta usunęła się, we wrześniu 1914 roku, po tem, jak Komitet wezwał do organizacji austriacko-polskich legionów — spotkała ich kategorię odmowa.

Ks. Witold Czartoryski, wbrew informacjom memorjału, a właśnie wskutek prywatnej narady w Lozannie, po 15-ym marca 1916 r., posłał d-rowsi Bilińskiemu list, w którym protestuje przeciwko szerzeniu przez Naczelny Komitet Narodowy propagandy w Królestwie Polskim i pisze : « Przyłączając się do Naczelnego Komitetu Narodowego, wbrew przekonaniom moim, jedynie dla fikcyjnej jedności galicyjskiej i ze szkodą dla przyszłej jedności całego narodu polskiego, zwiększyłbym tylko waśń i walkę polityczną pomiędzy poszczególnymi dzielnicami. Niestety, muszę podać do wiadomości pańskiej, p. prezecie, iż zdecydowałem się nie wchodzić w skład Naczelnego Komitetu Narodowego. »

Kopje listu tego ks. Czartoryski posłał do Warszawy.

Podtrzymując stanowisko, zajęte przez ks. Czartoryskiego i skierowane przeciwko zjednoczeniu Polaków galicyjskich pod kierunkiem Naczelnego Komitetu Narodowego — 91 wybitnych działaczy społecznych polskich i uczonej w Galicji, w tej liczbie 39 profesorów uniwersytetów i politechniki, 2 członków izby wyższej, były prezes Koła Polskiego i 8 wielce poważanych przedstawicieli duchowieństwa wysłało, dn. 23 go marca 1916, r. list do d-ra Bilińskiego, w którym protestują przeciwko jakiegokolwiek propagandzie galicyjskiej w Królestwie Polskim.

W liście tym, podpisanym — nie należy zapominać przez austriackich poddanych — w warunkach rządów wojskowych — powiedziano : « Pragniemy gorąco, by politycy nasi, zbyt ufnie w swoje doświadczenie i wiedzę, przestali narzucać swoje programy tym, co swym spokojem, umiejętnością zachowania godności i działalnością swoją wykazali, iż potrafią się obejść bez kierownictwa. Obawiamy się, by pewne, bardziej radykalne elementy galicyjskie nie obrały sobie Królestwa Polskiego za pole doświadczalne, co wywoła waśnie w społeczeństwie i sądzimy w końcu, iż pochodząca od tych elementów galicyjskich zachęta do werbunku albo nawet poboru rekrutów w Królestwie Polskiem — jest po części krokiem fałszywym, a po części niedopuszczalnym ».

Fakty te, przeczące jaskrawo temu, co podaje memorjał o opinii publicznej w Galicji i naradzie w Lozannie, miały miejsce w marcu, to znaczy przed ukazaniem się memorjału.

W ciągu ostatnich miesięcy, Naczelny Komitet Narodowy, ustępując naciskowi opinii publicznej w Galicji, zrzekł się roli kierownika politycznego w Galicji, podporządkował się kierownictwu bardziej umiarkowanego Koła Polskiego w parlamencie, wybrał na swego prezesa, na miejsce Jaworskiego, który ulegał wpływowi radykalnej grupy, d-ra Bilińskiego i przyjął do swego składu znaczną liczbę konserwatystów.

Partja socjalistyczna wstąpiła do Koła Polskiego.

Bez względu na te wszystkie ustępstwa, nie weszli do Naczelnego komitetu Narodowego ci wszyscy, co wystąpili żeń jesienią 1914 r., a mianowicie : przedstawiciele duchowieństwa i kościoła katolickiego, prezes partji centrum, ks. Czartoryski, prezes partji autonomistów, były namiestnik Galicji, hr. Piniński, członek prezydium partji demokratyczno-narodowej, były prezes Koła Polskiego i były minister, prof. Głąbiński, oraz wielu innych.

2) Co się tycze zmiany frontu w Królestwie Polskiem, która — według informacji memorjału — zaszła obecnie, to takie niezgodne z prawdą twierdzenie obalają następujące dane :

a) W liście, jaki 25 kwietnia, 1916 roku, wysłały pod adresem ks. Czartoryskiego trzy partje — realistów, demokratów-narodowych i narodowa — powiedziano : « Uważamy za swój obowiązek wypowiedzieć wyrazy uznania za to, iż Wasza Książęca Mość, w swym znanym liście politycznym z dn. 16 marca, tak trafnie i tak całkowicie zrozumiał warunki, w jakich się znajdujemy. Nie możemy wejść w porozumienie z Naczelnym komitetem Narodowym, gdyż taktyka przezeń dawniej i obecnie stosowana nie odpowiada istotnym warunkom i nie liczy się należycie z opinią naszej dzielnicy Polski, a najnowsze zmiany w składzie komitetu nie dają nam gwarancji całkowitej zmiany jego poprzedniego systemu ».

b) Do listu tego przyłączył się ks. Zdzisław Lubomirski w słowach następujących : « W. Książ. Mość! Dowiedziałem się o liście, jaki, 25 kwietnia, trzy partje : narodowa, demokratyczno-narodowa i polityki realnej wysłały pod adresem W. Ks. Mości i pragnę wyrazić moją całkowitą solidarność ze stanowiskiem zajętem przez te grupy polityczne ».

c) 20 maja n. st. (przed początkiem ofensywy rosyjskiej) 6 partji politycznych w Królestwie Polskiem, wyrażających najzupełniej poglądy olbrzymiej większości narodu polskiego, posłały d-rowsi Bilińskiemu protest przeciwko jego telegramowi do cesarza Franciszka Józefa. W protestie powiedziano : « Ponieważ telegram posłany był przed przedstawicielami politycznymi jednej tylko Galicji, sądzimy, iż przytoczone w nim słowa : « całego zjednoczonego narodu polskiego » oznaczają tę jedynie część narodu naszego, która znajduje się w Galicji, pod berłem monarchy austriacko-węgierskiego. Pragniemy wierzyć, Ekscelencjo, że Pan tak właśnie rozumiał telegram wymieniony ».

Protest podpisali : w imieniu partji polityki realnej — ks. Chelmecki, M. Marczewski, L. Wilczewski ; w imieniu partji demokratyczno-narodowej — W. Jabłonowski, K. Kozłowski, dr. A. Rząd, w imieniu partji zjednoczenia narodowego — R. Grabowski ; w imieniu partji narodowej — Zborowski, Rostworowski, Marylski, hr. Ronikier ; w imieniu polskiej partji postępowej — Rosset, Biskupski, Landie ; w imieniu polskiego związku postępowego — Gąsiorowski, Markowski, oraz bezpartyjni — Z. Chrzanowski, B. Koskowski, Z. Lubomirski, S. Wierzbicki.

3) Na prywatnej naradzie w Lozannie, właśnie

wbrew temu, co pisze autor memorjału, uchwalono silniej, niż dotychczas, przeciwdziałać polityce austriacko-niemieckiej nie tylko w Królestwie Polskim i Galicji, lecz i w Ameryce. W tej naradzie uczestniczył Dmowski, lecz nie było, tam zwolenników orientacji austriacko-niemieckiej i wszystkie wyżej wymienione, rzeczyste fakty wiążą się ściśle z tą naradą w Lozannie.

Po tem, co powyżej, niema zdawałoby się — potrzeby wykazywać, iż oświadczenie memorjału o tem, jakoby istniała jakaś notatka Romana Dmowskiego, domagająca się przyjęcia orientacji austriackiej, która to miała być przedmiotem obrad polskich organizacji w Moskwie — że notatka ta jest najzupełniej zmyślona.

Piotrogród 23 czerwca 1916 r.

Członkowie Dumy Państwowej i Rady Państwa z Królestwa Polskiego; — hr. Wielopolski, Gościński, Szebeko, Harusewicz, Karpiński, Jaroński.

MEMORJAŁ HR. WIELOPOLSKIEGO

«*Russkoje Słowo*» podaje treść Memorjału, złożonego w sprawie polskiej, przez Hr. Zygmunta Wielopolskiego, na audjencji tegoż w głównej kwaterze rosyjskiej.

Memorjał ten opatrzony jest tytułem: Zarządzenia nieodzowne po wkroczeniu armji rosyjskiej w granice Królestwa Polskiego» i składa się z trzech Części.

I. Akt zwrócony do narodu polskiego, potwierdzający decyzję o zjednoczeniu ziem polskich i zawierający podstawy osobnego ustroju Polski na zasadach restytucji Królestwa Polskiego, zjednoczonego z Państwem Rosyjskiem: a) przez osobę Cesarza Wszechrosji, Króla Polskiego, b) przez wspólność zarządu cerkwi prawosławnej, c) przez wspólność polityki państwowej, d) obronę państwową, e) granicę celną, f) system monetarny, g) monopole i akcyzę, z prawem ustanowienia przez Królestwo na swoje potrzeby osobnych monopolów i akcyzy.

W pozostałych sprawach, Królestwo rządzone będzie na mocy osobnego aktu ustawodawczego, ze specjalnymi instytucjami prawodawczymi, osobnym skarbem i rządem, z ogłoszeniem Kościoła katolickiego za znajdujący się pod osobną opieką rządu.

Ogłoszenie o natychmiastowym wprowadzeniu rządu prowizorycznego, podległego bezpośrednio władzy wojskowej Wodza Naczelnego, aż do utworzenia stałego rządu Królestwa, nie później jednak, niż po zawarciu pokoju.

II. Przed wprowadzeniem osobnego rządu przy Wodzu Naczelnym, stwarza się urząd prowizoryczny naczelnika rządu cywilnego Król. Polskiego, mianowanego z obydwu Król. Polskiego, z prawem raportu osobistego. Przy naczelniku tym tworzy się rząd tymczasowy z 12 osób, z których pożądaną jest mianowanie początkowo tylko 7, a na pozostałych 5 miejsc dobrze byłoby mianować, ze znajdujących się pod okupacją, jak np. ks. Lubomirski. Rząd ten przedstawia kandydatów na urzędy w Król. Polskiem.

Rozkazem Najwyższym jednocześnie wprowadza się do wszystkich urzędów w Król. Polskiem język polski, z zachowaniem prawa korespondowania po rosyjsku dla władz wojskowych w Król. Polskiem i urzędowych poza Królestwem.

III. W chwili wkroczenia do Królestwa Polskiego, ogłasza się szeroka Najmilszewsza amnestja za cały czas okupacji, za przykładem 1813 r.

Uwaga. Rada tymczasowa przejmuje wszystkie instytucje administracyjne, sądowe, szkolne i społeczne w kraju.

Śpieszcie nabyć nasze **Album Żołnierzy-Polaków** w armji francuskiej, — nie ociągajcie się, ileż egzemplarze zaczyniają topnieć w oczach.

Tymczasem «**Album**» wysyłamy **franko 4 fr. 30 cent.** Na miejscu, w Administracji, lub w księgarniach kosztuje **jeszcze 4 franki.**

POWRÓT WYGNANCÓW Z TURKIESTANU

P. S. Bogusiński, korespondent «*Gazety Polskiej*», tak opisuje wędrówkę tragiczną ludu polskiego:

W małej, cichej zazwyczaj, nadwołżańskiej osadzie, przez kilka dni rojno było i gwarno. Na szerokim wybieżu Wołgi, u podnóża góry, na której widnieje Bogorodzk, w kilku opróżnionych składach rozlokowano tymczasowo część przybyłych z Turkiestanu wygnańców. Nietylko we wnętrzu tych prowizorycznych baraków, ale także w szerokim ich sąsiedztwie, mnóstwo kufeków, węzełków, skrzyń i koszyków — oto cały dobytek wędrowców Obok, wieloleżyczne mrowisko ludzkie, słychać rosyjski, polski, litewski i białoruski język.

Twarze silnie ogorzałe, zmęczenia na nich ni śladu, chorób naogół nie widać, na niektórych tylko rozrygnacie.

Wyżej, w samej osadzie, w jednym z domków pomieszczono ambulatorjum i podręczną aptekę oraz personel sanitarny. W innych chatkach, zamieszkałi chwilowo przedstawiciele różnych organizacji.

Główny jednak punkt koncentracyjny znajduje się w powiatowym miasteczku Tietiuszach, dokąd statkami przywieziono przeważającą część przybyłych z Turkiestanu wygnańców. Tu znaleźli oni chwilowe sechronienie w wielkich pustych spichrzach, w pobliżu których, niebawem po przybyciu na miejsce, odprawiona została połowa msza przez ks. Władysława Polańskiego, który także w czasie podróży przez morze Kaspijskie i Wołgę odprawił kilka mszy na statkach. Z ramienia C. K. O., prócz kapelana, towarzyszyli wygnańcom, w czasie całej drogi, instruktor i felczerka.

W Tietiuszach, obok wyżej wymienionych, otaczali opieką wygnańców-Polaków także współpracownicy kazańskiego okręgu C. K. O., specjalnie do punktów koncentracyjnych w tym celu wydelegowani.

Pierwsza ta z Turkiestanu przybyła partja liczy około 4-ch tysięcy osób, w czem Polaków jest 624.

Podróż ich trwała blisko trzy tygodnie, a mianowicie: koleją z Taszkentu do Krasnowodzka przeszło trzy doby, w Krasnowodzku zatrzymano ich dla odbycia kwarantanny na pięć dni, następnie odbyli trzydniową podróż morzem Kaspijskiem do Astrachania, skąd znów około dziesięciu dni płynęli Wołgą już na miejsce przeznaczenia; tymczasowego, dodajmy, gdyż rozmieszczeni następnie zostaną po kilkunastu wsiach powiatu; ostateczny zaś kres ich włości — po wojnie dopiero.

Zazdrości godnym humorem odznaczają się większe dzieci, wyrostki; szybko odpoczęły po trudach podróży, uganiają, wykrzykują wesoło, rade, że wydostały się nareszcie z tropikalnych krajin.

— Dzieciaki zdrowe, co?

— A, chwala Panu Bogu, zdrowe — odpowiada zapytany. — Co były chore, to i zostały tam...

Ręką gdzieś w stronę szeroko rozlanej Wołgi wskazał, westchnął i duże smutne oczy nieruchomo utkwiał w przestrzeni.

Te smutne oczy, po przez dalekie obszary, patrzą pewnie na małe, samotne mogiłki w turkiestańskim kraju. Ni wierzba nad niemi nie szumi, ni brzoza nie płacze, jeno je nielitościwie gorące słońce praży, praży...

— Onemu czworo dzieci pomarło w Taszkencie — szepnęła jakaś kobieta.

— A mój brat — dodał ktoś z boku — to ich osiem dusz wyjechało, a wróciło jeno — dwoje...

— Więcej takich — zauważył ktoś głucho.

— Klimat wam nie służy?

— A kto by to strzymał, taką gorącość okrutną! W marcu, a do pięćdziesięciu stopni bywałol.

— Tamejsi ludzie przywykli. Oni Sarci (tubyly) w samych koszulach chodzą, a skóra u każdego taka, o... — tu chłop się ręką po cholewie uderzył.

I skarżą się, że, choć i zarobić tam nieźle było można, płacili bowiem dobrze, mało kto mógł pracować z powodu upałów. przy cięższej pracy rychło osłabił każdy, a pot oczy mu zalewał.

Mieszkałi prawie wszyscy w Taszkencie, lub tuż pod miastem, w barakach. Prócz gorącej strawy, otrzymywali cukier, chleb. Na pożywienie się nie skarżą na ogół. Za powód licznych, grasujących tam chorób, podają — nie bez

ślusznosci — klimat tamtejszy i złą wodę, której — jak sami mówią — przy wielkich upałach, pili bardzo wiele i bez wyboru.

O opiece ze strony polskich organizacji na miejscu, o ochronie polskiej w Taszkencie wspominają z wdzięcznością.

Obecnie dla zgrupowania, z punktów koncentracyjnych rozwożą ich po wioskach, tegoż samego — tietiuszskiego — powiatu.

Nieliczne jednostki na własną rękę przyjechały do Kazania za zarobkiem.

Wszyscy, choć naponiewierali się tyle, podróży długich i męczących odbyli tyle, a przecież marzą o jednej jeszcze, najmilszej, ostatniej, o której — według ich własnych słów — tam, w dalekich, zamorskich krajach, gawędzili często i ohotnie. O podróży, której czekają jak zbawienia. Często, z dziecięcą naiwnością zapytują: — Panie, a kiedy nas wyślą do Polski?...

OPINJE POLSKIE

Dziennik Kijowski, w artykule wstępnym p. Edwarda Paszkowskiego, mówi o stosunku pewnych sfer rosyjskich do kwestji polskiej: «Przez długie dziesiątki lat, w sferze spraw polskich, panowała wszechwładnie w Rosji procedura uproszczona (uproszczony porządek) polegająca na traktowaniu «naszej Polski» jako takiej absolutnej własności, dla której nie egzystują nawet prawa pisane, bo ona, jak wszelka wogóle własność użytkowa, reguluje się zmianą odyseją potrzeb bądź ogólnych, bądź specjalnych «kresowych», bądź jeszcze specjalniejszych z zakresu «polityki» osobistej bożków i ówierbożków gubernalnych i powiatowych kontyn biurokratycznych...

«Tak zwany porządek prawny, w zakresie tych spraw, właściwie nie istniał. Nawet «prawa wyjątkowe» posiadały charakter i moc względną. Wszystko zależało tu od dokładu (referowania) celowego, lub... wypadkowego i od «papieru» (bumagi) z egzekutywą doraźną. Sto przeszło lat wisiał nad nami miecz ekscypcji, życiem kilkunastu milionów ludzi kierowały cyrkularze.

«Jaką mąką ten młyn cyrkularzowy nas częstował i jakie rezultaty nam przyniósł» my o tem wszyscy doskonale wiemy i właśnie dzisiaj najdotkliwiej odczuwamy. Zechciemy wszakże pamiętać, że taki stuletni usus i w życiu rosyjskiem nie mógł przejść bez śladu, że on, w umyśle rosyjskim, całe labirynty fałszywych dróg wykreślił i w świadomości rosyjskiej nie jeden przesąd tak zakorzenił, iż obecnie całe pola chwastów opinja już nie urzędowa, lecz powszechna za szkółki pożytecznych krzewów zupełnie serjo uważa...

«Aby się o tem przekonać, rzućmy chociażby okiem na ślimaczkę wędrówkę kwestji polskiej przez cztery Dumy Państwowe, nie wyłączając pierwszej, która, w wielu wypadkach, miała ślepa odwagę wybiegać ponad najbardziej zakorzenione przesady i zawsze załamywała się na — przesady polskim. Przecież i ta pierwsza Duma usiłowała, jak już pisaliśmy niejednokrotnie, dać nam kanony nowej prawdy i ogłosić nad Wisłą «do wykonania» ustawy i ukazy, cyrkularze i ściśle przepisy o sprawiedliwości, o uczuciach ludzkich, o tolerancji i wreszcie — o całym wewnętrznym urządzeniu życia «naszych, polaków»... Tam przecież nigdy nie chciano uwzględnić, że my z ruchem wolnościowym rosyjskim możemy iść ręką w rękę, lecz nigdy nie będziemy się pod nim — czołgać...

«Tam nie rozumiano poprostu psychologii polskiej, jako psychologii nie bezładnego tłumy, który trzeba formować, lecz zwartej jednostki narodowej, którą tylko własna myśl zapłodnić i kierować może...

«Stuletnia pieczęć cyrkularzowa poznała mózgi najwybitniejszych i najszlachetniejszych nawet jednostek rosyjskich, reszty dokonał wymiewany, lecz istniejący, duch podręczników Iłowajskiego, system szkolny, wynaturzony Słowianofilizm, prasa gadzinowa i... ogrom Rosji, podpowiadający lekceważenie «cząsteczek». W końcu przyszło przyzwyczajenie tak zwany «nawyk», który, przy niezaprzeczonem lenistwie myśli, zaplątał się tak głęboko w duszy, że począł symulować... instynkt z przydomkiem... samozachowawczy.

«Tu leży przyczyna traktowania przez szeroką opinję kwestji polskiej nawet po wojnie, jako sprawy takiego to a takiego departamentu ministerjum spraw wewnętrznych i ułatwień za pomocą nominacji jej na jedną ze spraw... ino-rodzeskich (inoplemiennych)... Tu źródło pomysłu, że p. Kokoszkina już autonomię dla Polski

napisał i że trzeba ją tylko — wprowadzić... Tem wreszcie się tłumaczy poza tak licznych « gospodarzy » rosyjskich narodu polskiego, imitujących Napoleona w powiedzeniu: — Je verai si vous êtes dignes d'être une nation...

« W ostatnich czasach, a raczej w ostatnich dniach, daje się zauważyć pewien wyłom w tej twierdzy ogólników kierowniczych. Delegacja parlamentarna przywiozła z zachodu przesłanie, że tam sprawa polska traktowana jest nieco szerszej i nieco, w porównaniu z « zasadą » nawet kadetów, odmiennie, że dzisiaj słynne powiedzenie ministra Ludwika XV, z czasu pierwszego rozbioru: — *il est encore très douteux que cet événement pût intéresser la France*, nietylko we Francji jest już anachronizmem...

« Nie przesądzamy rezultatów tej zdobyczy doświadczeniowej. Przywykliśmy w takich wypadkach naszą wiarę opierać na faktach dopiero w ciało ubranych. I dla tego, ciesząc się, iż sam p. Milukow swój sposób widzenia na razie zmodyfikował, cierpliwie czekamy co nam, podobno, dni najbliższe przynieść mają... »

LOS LEGJONU GALICYJSKIEGO

(Korespondencja własna « Gazety Polskiej »).

Kopenhaga 21 lipca.

Legjon galicyjski, z powodu ostatnich walk nad Styrem na Wołyniu, stał się głośnym nietylko w Galicji, ale także w Austrii. Niemcy i Austriacy użyli go, jak było do przewidywania, za puklerz obronny, by mogli ratować własną swą skórę. Teraz, gdy legjon, mocno nadzarpnięty, spełnił z nadludzką siłą swe zadanie, chwałą go pisma galicyjskie, Austriacy zaś i Niemcy mają dla niego krótkie słowa uznania. Szkoda tych biednych, naprawdę dzielnych ludzi, uwiedzionych przez własnych starszych rodaków, a iście po niemiecku wyzykiwanych przez szwabę Linsingena — dla ratowania jego własnych i połączonych z nim austriackich zastępów.

Całe nasze szczęście w tem, że legjon nie składa się ze zbyt wielkiej liczby ludzi. W skład jego wchodzi, jak świeżo w luźnej notatce zdradza « Kurjer Lwowski », zaledwie trzy brygady. Niewiadomo, czy brygada składa się z 2-3 czy też 3-4 pułków. Są oznaki, że tylko z dwóch, bo przed mniej więcej rokiem donosiły pisma, że emisariusze legjonów werbują nowozaciężnych na terytorjum okupacji austriackiej, mających wstąpić do organizującego się szóstego pułku legjonów. Stąd przypuszczają wolno, że legjon składa się z sześciu pułków, albo razem z 20-tu do 24-eh tysięcy ludzi.

Na obrzydliwą masę Polaków, zmuszonych z racji przynależności państwowej walczyć w armii niemieckiej i austriackiej, legjon stanowi nieznaczny procent. Przytem pamiętać należy, że wstąpiło do niego dużo ludzi, którzy i tak musieliby walczyć w szeregach austriackich.

Z luźnych notatek pism galicyjskich dowiadujemy się w dodatku, że do legjonu wstąpiło sporo Czechów i nawet Niemców; z pism amerykańskich zaś wiemy, że także « Komitet Obrony Narodowej », zaprzędawszy się Austriakom i Niemcom, wyprawił dosyć sporą liczbę zapaleńców pod sztandary legjonu. Wreszcie znany jest fakt, że Królestwo Polskie dostarczyło legjonowi kilku kompanji (rot).

Pisma galicyjskie z ostatnich dni donoszą, że do Krakowa przywieziono rannych legjonistów ze wschodniego frontu, a musi ich być pokaźna liczba, kiedy nimi zapełniono aż kilka szpitali prowizorycznych, rozmieszczonych przy ulicach w okolicy Collegium novum (uniwersytetu). Bliższych szczegółów jednak pisma jeszcze podać nie mogą, bo ranni wciąż napływają.

W specjalnej zaś korespondencji, pisanej « w polu, 9 lipca 1916 », « Kurjer Lwowski » i « Głos Narodu » podają do wiadomości publicznej co następuje:

Rozwój ofensywy rosyjskiej, już od samego początku, wciągnął pozycje legjonowe w wir krwawych wypadków, stawiając stosunkowo nieliczne oddziały nasze wobec wielokrotnej przewagi nieprzyjacielskiej i huraganowego ognia licznych baterji.

« Od 4 czerwca, napór nieprzyjaciela rósł z każdą godziną i przed stanowiskami legjonów nabrał specjalnej intensywności, puszczono w ruch 18 centymetrowe działa, obsługiwane przez specjalistów, potęgując ogień nieustannie i rzucając w bój znaczne oddziały doskonałych pułków.

« Mimo wielomiesięcznych walk pozycyjnych

i braku praktyki w sztuce odwrotowej, opuszczenie dawnych i zajęcie nowych pozycji odbyło się w najwyższym porządku, bez utraty jakiegokolwiek materiału wojennego *Straty ostatnich dni w ludziach są poważne*, aczkolwiek zupełnie nie współmierne z przewagą nieprzyjacielską i warunkami walki, trwającej bez przerwy 5 dni i nocy.

« Wśród piekła tych niebywałych, w dziejach legjonów, zmagañ orężnych polegli bohatersko: major Wyrwa-Furgalski, porucznicy: Henrico-Chodorowski i Surano i chor. Miś; ranni są: podp. Minkiewicz, podp. Berbeski, kap Nowakowski, por. Stark, por. Czuma, por. Fijałkowski, podpor. Szrednicki, Kwasiński, Bigoszt, dr. Gross, dr. Wertheim, dr. Wowkonowicz, Komaniewski, Turkowski.

« Dokładnej listy strat i szczegółów podać jeszcze nie można, dziś już jednak ustalić należy, że legjony, aczkolwiek trochę uszczuplone, wychodzą z upornych bojów z nowymi czynami (smutna dla Polaków pociecha! koresp.), chlubnie świadczącymi o sprawności oręża ideowego żołnierza. Nastrój wśród żołnierstwa — jak zwykle — doskonały i pełen wiary i otuchy w rozwój wypadków ».

To oświadczenie, niejako urzędowe, z obozu legjonu galicyjskiego potwierdza tylko fakt, że Austriacy i Niemcy poświęcili legjony, by sami mogli « odczepić się od nieprzyjaciela ». A poświęcenie to — mimo nadrabiania miną legjonistów — było bardzo « poważne », a zatem i dla krwi polskiej kosztowne, a tak strasznie błędne i niepotrzebne. Galicja była, na pierwszą wieść o tej « ofierze całopalnej legjonów », bardzo zaniepokojona. Mówiono sobie, że legjony są rozbite, zniesione, w części w niewoli, w części poległe, w części ranne, a tylko resztki trzymają się, ogromnie uszczuplone. Prasa pogłoskę tę zbija. Lecz, wobec faktu, że legjon musiał zająć 28 kilometrów frontu i walczyć niemal cały miesiąc, oraz wobec poważnych strat w liście oficerów, rzeczą jest prawdopodobną, że biegnąc z ust do ust wieści niezbyt rozmiągają się z rzeczywistym stanem rzeczy. Ma więc Galicja, po części zupełnie niepotrzebnie, nowy zastęp wdów, sierot i kalek. Oto rezultat pracy naszych samozwańczych zbawców ojczyzny.

Jan J. Kowalczyk.

KRONIKA PARYSKA

« Numer dzisiejszy ».

Pomimo trzech dni świąt i stąd niesłychanych trudności technicznych i redakcyjnych, bacząc, że sprawa polska nie zna letnich wczasów, nie rozumie się na prawach kanikuli, numer dzisiejszy « Polonii » wychodzi znów w powiększonej do dziesięciu stron objętości.

« Prasa francuska o Polsce ».

Dni ostatnie przyniosły nam cały szereg artykułów prasy francuskiej, poświęconych kwestji polskiej. Już nie tylko lewicowe organy, lecz i dzienniki umiarkowane i zrównoważone wypowiedziały się w palącej sprawie, projektowanej czy postanowionej już « autonomji » austro-niemieckiej i czynionym przygotowaniom do aktu państwowego rosyjskiego w tej samej mierze.

Niemal wszystkie te wystąpienia prasy francuskiej cechuje wielka przychylność i zrozumienie tragizmu nowej próby, czekającej naszą Ojczyznę. W tekście francuskim podajemy niektóre tylko wyjątki, na obszerniejsze sprawozdanie nie mogąc sobie pozwolić dla braku miejsca.

« Uznanie orzeczeń komisji wojskowych ».

Ukaz cesarski, rosyjski, z dnia 24 czerwca rb., wydał zarządzenie, aby odnośne władze wojskowe rosyjskie uznawały za obowiązujące bezwzględnie dla siebie wszelkie świadectwa i dokumenty, wydane poddanym rosyjskim przez komisje wojskowe armji aljantów a uwalnające od służby wskutek słabości zdrowia, okaleczeń i. t. d. odniesionych w walce ze wspólnym nieprzyjacielem.

Innymi słowy, ukaz ten uznaje służbę, przykład, w szeregach francuskich lub angielskich, za czyniącą zadość obowiązkowi wojskowemu względem państwa rosyjskiego a reformowanych

przez komisje wojskowe francuskie lub angielskie za reformowanych ostatecznie i przez władze rosyjskie.

« Listy do Wydziału Towarzystwa Artystów ».

Wydział Towarzystwa Artystów Polskich w Paryżu prosi, za naszym pośrednictwem, aby wszelką korespondencję rekomendowaną adresować na imię Sekretarza Towarzystwa, p. W. Oppmana (do lokalu Towarzystwa, 164, boulevard Montparnasse), ileż odbiór korespondencji takiej, nieopatrzonej nazwiskiem Sekretarza, przyczynia Wydziałowi kłopotów z uwagi na skomplikowane formalności.

« Poszukujemy czterdziestu Matek Chrześtnych... ».

Pośród żołnierzy armji rosyjskiej, walczących we Francji, znajduje się gromada cała Polaków, Królewaków przeważnie. Gromada ta, oddzielona setkami mil i lasem bagnietów niemieckich od rodzin, cierpi dotkliwie wskutek braku wymiany myśli, wskutek tęsknoty za krajem.

Dla żołnierzy tych poszukujemy Pań Opiekunek, Polek, które by chciały korespondować po polsku, poszukujemy wyłącznie Pań wierzących, ileż Młodzienicy ci objawiają wielkie przywiązanie do religji przodków i *życzyliby sobie znaleźć pokrewne*, i w tym kierunku, uczucia.

Lwia część tych Młodzieńców należy do klas średnich, pisze po polsku bez zarzutu, języka francuskiego atoli nie zna wcale.

Na początek, bo to dopiero początek, poszukujemy czterdziestu Pań Polek, które by chciały podjąć się tej wdzięcznej roli opiekunicej!

Czyli znajdzie się czterdzieści Pań?

A może to wołanie nasze dotrze ponad oceany, między góry, do źródeł ożywych, gdzie, w tej chwili, tyle Pań-Polek krzepi nadwatłone dobre mi chęciami siły!

« Wiadomości Żołnierskie ».

Mieczysław Rodzyński, Wolontarjusz, Bajonczyk, o którym ledwie co pisaliśmy z powodu piątej « cytacji » w rozkazie dziennym, został, w ataku zwycięskim, pod Verdun, ranny (dnia 4 sierpnia) wypryskiem pocisku w ramię i nogę. Życiu i zdrowiu dzielnego Wolontarjusza nic nie zagraża.

Zieliniec Piotr, wolontarjusz, został ranny ciężko, pocisk armatni urwał mu nogę.

Maksymiljan Tauman, wolontarjusz, z Warszawy, ranny ciężko w bitwie pod Arras, dnia 9 maja, 1915 roku, utrata oka, został nagrodzony Medalem wojskowym, Krzyżem wojny i otrzymał 635 fr. emerytury.

« O książki dla Żołnierzy-Polaków ».

Ostatnie bitwy całą gromadę Wolontarjuszów wyprawiły do ambulsów. Ranni nasi Żołnierze, skazani na przymus leżenia bez ruchu, potrzebują książek polskich, potrzebują bardziej niż kiedykolwiek słowa polskiego.

Zwracamy się do Czytelników i Przyjaciół *Polonii* o pomoc w tej mierze. Nadsyłajcie książki dla Żołnierzy. Przejrzyjcie szafy z książkami, do których, SzCzytelnicy, tak rzadko sami zaglądacie, a znajdziecie mnóstwo książek, które, miast marnym być bezużyteczne, wiele dobra Żołnierzom naszym przyczynią.

« Prosimy ».

Prosimy wszystkich naszych Prenumeratorów, aby raczyli łaskawie uporządkować swe z « Polonią » rachunki!... Dużo prenumeraty zalega wskutek opieszałości lub zapomnienia. A ponieważ ta groszowa prenumerata jest podstawą istnienia naszego czasopisma i ponieważ druk i papier ani rusz nie chce zapomnieć, że, cotydzień, należą im się setki franków, ergo niechże ta racja przeniknie do zalegających w opłacie!

« Powołanie pospolitaków ».

Czasopisma rosyjskie ogłaszają, iż, w tej chwili, powołani są do szeregu następujący pospolitacy:

Wszyscy, należący do *Drugiej kategorii pospolitego ruszenia z lat od roku 1916 do 1901 włącznie*, czyli wszyscy, należący do pospolitego ruszenia *Drugiej kategorii z szesnastu ostatnich lat poborowych*.

Wszyscy Menonicy (wyznawcy sekty Szymona Menno) z tych samych lat i tego samego powołania.

Wszyscy, należący do *Pierwszej kategorii pospolitego ruszenia z lat od roku 1893 do 1916 włącznie*, czyli wszyscy, należący, do *Pierwszej kategorii pospolitego ruszenia z ostatnich dwudziestu czterech lat poborowych*. A wraz z nimi powołani są Menonicy tej samej kategorii.

Ponadto, powołani są natychmiast, i obowiązani są powrócić do państwa rosyjskiego, wszyscy wyżsi oficerowie armji floty.



To równoczesne powołanie aż czterdziestu lat różnych kategorii pospolitaków, według przypuszczalnych obliczeń, krom kontyngensu zwykłego rekruta, da, w rezultacie, około dwudziestu milionów nowego żołnierza! Jak wiadomo, w normalnych czasach, bilet pospolitaka przysługiwał jedynakom, najstarszym w rodzinie synom, młodzieńcom, którzy, w chwili poboru, nie trzymali « miary » i nakoniec krociom całym « uwalnianych » poprostu, nie dla niezdolności, lecz dla uniknięcia lat kilku mitręgi w mundurze.

ODPOWIEDZI REDAKCJI

Pani Janinie M. S. Ba, gdybyśmy to my rozporządzali takim źródłem złotodajnym! Czasopismo nasze, na wielkie nasze własne utrapienie, nie ma do dyspozycji funduszów publicznych i dlatego musi przestrzegać kalkulacji minusów. Cena papieru podniosła się o 120 %, więc mieliśmy prawo podwyższyć cenę numeru o 20 %. I nie o « prawo » nam szło, jak SzPani się domyśla niezawodnie, lecz o ratowanie zagrożonego budżetu.

Oddanemu Przyjacielowi. Bardzo chętnie korzystamy ze współpracownictwa i nawet ciągle i zawsze o nie się staramy, bo nareszcie i nam samym brak sił na wszystko. Żywimy niechęć bezwzględną jedynie do siaków takich poezji i do artykułów programowych, najeżonych gromami pomsty i wypełnionych po brzegi pustymi frazesami! Nasz wstręt do wierszy łączy się nawet z energicznymi protestami Czytelników, którzy słusznie powiadają, że na byle poezję szkoda miejsca, — nasza niechęć do programów zaś strzelistych pochodzi stąd, że z takiego programu po tem w cztery konie wybrnąć nie można i że taki program kończy się na fajerwerku, który, w powszedniej pracy, pogrąża nas w jeszcze większe ciemności, ileż autor, zazwyczaj, nie nadto nie ma do powiedzenia. Więc, o ile SzPan chciałby pamiętać o rubrykach powszednich, przedmiotowych, to z wdzięcznością korzystać będziemy.

Pani Jan. A. Ja. Znamy doskonale. Dziękujemy. Całkowicie podzielamy zdanie Jej co do poszanowania tajemnicy pseudonimu, lecz poczytujemy, iż dochowanie tajemnicy przestaje obowiązywać w chwili, gdy pseudonim służy do napaści z za płota, gdy z imienia i nazwiska atakuje ludzi, gdy jest środkiem do załatwiania osobistych porachunków. Owóż dla tak stosowanych pseudonimów nie mamy dyskrecji i gdyby się podobny przypadek zdarzył, bez żadnej ceremonii, zedrżemy przyłbicę. Jest to jedyny środek W kierunku pracy politycznej, głoszenia postulatów, anonimowe wystąpienia budzą zawsze podejrzenie. Licha racja, gdy się jej nie ma odwagi wypowiedzieć z podniesionem czołem. Znae pseudonimy? Zapewne, było ich i jest dużo i bardzo szanownych i takich, których znaczenie wykładają encyklopedje i które sekretem nie są i nie były. Anatole France, Prus, Bolesławita, Pierre Loti, Litwos, Bożydar, i krocie całe wczorajszych i dzisiejszych toć niemal nazwiska i tak poważane, iż zacierają niekiedy imię prawdziwe. Lecz, krom tych znanych i popularnych pseudonimów, są, których całym sensem i celem jest pospolite tchórzostwo, niemoc odwagi cywilnej, rzucanie kamieni za płota i takie pseudonimy winny być przeważnie tępione.

Pani Kar. C. A. Nie możemy służyć pośrednictwem. Należy zwrócić się wprost. Emil Młynarski koncertował ostatnio w Rosji, Radwan bawi w Szwajcarii, Śliwiński jest w Rosji, Landowska w Berlinie, co do innych nie mamy wiadomości dokładnych.

Pani K. C. B. Osoby, o które SzPani zapytuje, przeważnie w tej chwili kąpią się, pławią, reparują różne części ciała nad morzami, nad jeziorami, w górach, dolinach czy « na wodach ». Adresów nie udzielimy. Temperament polemiczny SzPani odstrasza nas od wszelkiego pośrednictwa w kierunku przekazywania bliźnim w krzepieniu nadwątlonych sił.

VITTEL

GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na :
ARTRETYZM — SKLEROZĘ
REUMATYZM — PODAGRĘ

Zakład Kuśnierski **ABUSCH FRÈRES**
Hurtowny i Detaliczny. 30, rue du Faubourg-
Przerabianie Reparacje Montmartre. PARIS

ZREFORMOWANY WOLONTARJUSZ znający języki polski, rosyjski, angielski, francuski i niemiecki : dyplom akademii handlowej, poszukuje tłumaczeń i lekcji wieczornych. Wiadomość M. T. Administracja « Polonii »

BANQUE FRANÇAISE
pour le Commerce et l'Industrie
17, rue Scribe, 17, Paris.

Otwiera rachunki bieżące i przyjmuje wkłady od wszystkich Polaków, bez względu na zabór, z którego pochodzą.

Wykonuje zlecenia na zakup *Bons ou Obligations de la Défense Nationale ; Bons Municipaux* i wszelkich papierów wartościowych.

Udziela niezbędnych w tej mierze informacji, ułatwia formalności.



FOURRURES & PELLETERIES
Garde pendant l'été

E. REIFEN

19, rue Auber — PARIS

BERNARD RHOT, tailleur

Vêtements sur mesure pour Dames et pour Hommes
12, RUE GÉRANDE, PARIS-9^e — Métro : ANVERS

ZAKŁAD KUŚNIERSKI

S. GOLDBERG

31, rue Michel-le-Comte, Paris III^e.

M. ALTMAN ZEGARMISTRZ wykonuje wszelkie zamówienia, reparacje dla Polaków po cenach znizonych.
58, rue Caulaincourt.

JÓZEF FREUNDLICH

KUŚNIERZ

5, rue de Provence, 5

NICEA dostatnio umeblowane pokoje z całodziennem utrzymaniem; parter, centralne ogrzewanie, kąpiel, ogród, strona południowa, dom polski, opieka w razie zyczenia. Po 6 fr., 7 fr., i 9 fr. dziennie, wszystkie. Zgłaszać się do p. Jofji Detloff, 47, rue de la Buffa, Nice.

MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES
39, rue de Moscou, 39
Pterwszorzędne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

BIENENFELD JACQUES

KUJUJE : PEREY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

L. GUTTMAN

REPARACJE I PRZERABIANIE FUTER

82, rue du Faubourg-Saint-Denis, 82. — Paris.

DENTS SOINS, POSE et REPARATIONS
de SUITE. Broch. gratis et franco.
Louvre Dentaire 73, Rue Rivoli
Face Samaritaine.

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

35, RUE EUGÈNE-CARRIÈRE,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

FUTRA

HENRI HUT

66, rue de Provence, 66

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —

(Właściciel : **Edm. DENIZOT**)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — **MEAUX**

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie **GARNIER Frères**

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, w skórę miękką, ciętą. 4 fr. 50 cent.

Wysyła się franko za przekazem pocztowym. Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.